

Banque HSBC Canada

Rapport intermédiaire du deuxième trimestre de 2022

Performance de la Banque HSBC Canada pour le deuxième trimestre de 2022

Trimestre clos le 30 juin 2022

Total du résultat d'exploitation

599 M\$ ↑ 9,5 %

(547 M\$ en 2021)

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

198 M\$ ↓ 24 %

(259 M\$ en 2021)

Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire

133 M\$ ↓ 26 %

(179 M\$ en 2021)

Semestre clos le 30 juin 2022

Total du résultat d'exploitation

1 169 M\$ ↑ 8,6 %

(1 076 M\$ en 2021)

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

490 M\$ ↓ 0,2 %

(491 M\$ en 2021)

Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire

336 M\$ ↓ 0,3 %

(337 M\$ en 2021)

Au 30 juin 2022

Total de l'actif

125,0 G\$ ↑ 4,3 %

(119,9 G\$ au 31 déc. 2021)

Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1¹

11,1 % ↓ 290 pb

(14,0 % au 31 déc. 2021)

En guise de commentaire sur les résultats, Linda Seymour, présidente et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a fait la déclaration suivante :

« Nous avons réalisé notre résultat d'exploitation trimestriel le plus élevé en dix ans, celui-ci ayant profité de hausses dans trois de nos quatre secteurs d'activité, et ce, tant pour le trimestre que pour le semestre. Bien que les majorations de taux par la banque centrale aient eu une incidence positive, l'intensification des activités et l'augmentation des volumes des transactions de tous nos secteurs ont été les véritables moteurs de notre réussite. Notre stratégie de croissance à long terme demeure la même, et nous continuons de gérer nos activités avec prudence et de surveiller de près les indicateurs économiques à court terme.

J'apprécie à sa juste valeur le vote de confiance que nos clients, tant ceux de longue date que les nouveaux, nous ont accordé afin que nous les aidions à concrétiser leurs aspirations en ces temps difficiles, ainsi que la façon dont notre personnel leur a démontré son appui indéfectible. Nous bâtissons un modèle d'affaires durable qui nous guidera, nous et notre clientèle, sur la voie du succès. Quel que soit l'endroit où nos clients se trouveront pour concrétiser leurs ambitions, que ceux-ci aient besoin de solutions ici même au pays, de liens à l'échelle internationale ou de soutien dans leur transition vers une économie sobre en carbone, nous saurons, par nos compétences uniques, les y accompagner. »

¹ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de capital » figurant dans le rapport de gestion pour obtenir la définition de cette expression.

Principaux prix et distinctions

Une des 50 entreprises les plus socialement responsables

Palmarès de la vocation sociale de Corporate Knights (2022)

Meilleure expérience d'accueil du client à l'international

Prix d'affaires Cosmopolitan The Daily (2022)

Meilleure banque pour les petites entreprises

Prix d'affaires Cosmopolitan The Daily (2022)

Classement «or» au palmarès des entreprises à vocation sociale

Palmarès de la vocation sociale de Corporate Knights - The Social Purpose Transition Pathway (2022)

Table des matières du rapport intermédiaire

En bref	1
Rapport de gestion	3
États financiers consolidés	47
Notes annexes	52
Renseignements à l'intention des actionnaires	62

Nos secteurs d'activité mondiaux¹

Notre modèle d'exploitation s'articule autour de quatre secteurs d'activité et d'un centre général qui bénéficie du soutien de plusieurs fonctions d'entreprise et de nos équipes responsables des services numériques.

Services aux entreprises (« SE »)

Nous offrons aux entreprises clientes des produits et services bancaires afin de les aider à mener leurs activités et à croître. Notre clientèle hautement diversifiée va des petites entreprises aux grandes sociétés internationales.

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »)

Nous offrons à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et de services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur propose aussi une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés à nos clients présents sur la scène internationale.

Services bancaires internationaux (« SBIM »)²

Nous fournissons des produits et services financiers aux grandes sociétés, aux administrations publiques et aux institutions. Nos nombreux produits et solutions peuvent être regroupés et personnalisés afin de répondre aux objectifs spécifiques des clients, et ce, qu'il s'agisse de la mobilisation de capitaux sur les marchés des titres de créance, du commerce international, du financement des comptes clients ou de la gestion des liquidités et de la trésorerie à l'échelle mondiale.

Marchés et Services liés aux valeurs mobilières (« MSVM »)²

Nous permettons à nos clients, tant les grandes sociétés que les institutions, d'accéder aux marchés financiers et aux liquidités, de trouver des occasions d'investissement, de gérer les risques et d'effectuer des transactions facilement. Nous regroupons les solutions de financement, les ventes et la négociation, la recherche, la compensation et le règlement des paiements.

Trimestre clos le 30 juin 2022

Total du résultat d'exploitation

293 M\$	↑ 15 %	232 M\$	↑ 11 %	39 M\$	↓ 25 %	31 M\$	↑ 29 %
(254 M\$ en 2021)		(209 M\$ en 2021)		(52 M\$ en 2021)		(24 M\$ en 2021)	

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

116 M\$	↓ 39 %	65 M\$	↑ 20 %	15 M\$	↓ 62 %	18 M\$	↑ 80 %
(191 M\$ en 2021)		(54 M\$ en 2021)		(39 M\$ en 2021)		(10 M\$ en 2021)	

Semestre clos le 30 juin 2022

Total du résultat d'exploitation

573 M\$	↑ 16 %	449 M\$	↑ 7,9 %	86 M\$	↓ 23 %	57 M\$	↑ 27 %
(493 M\$ en 2021)		(416 M\$ en 2021)		(112 M\$ en 2021)		(45 M\$ en 2021)	

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

333 M\$	↓ 2,6 %	125 M\$	↑ 37 %	38 M\$	↓ 57 %	31 M\$	↑ 63 %
(342 M\$ en 2021)		(91 M\$ en 2021)		(88 M\$ en 2021)		(19 M\$ en 2021)	

Au 30 juin 2022

Actifs liés aux clients³

35,7 G\$	↑ 12,1 %	37,0 G\$	↑ 3,1 %	4,7 G\$	↑ 4,1 %	Néant	
(31,8 G\$ au 31 déc. 2021)		(35,9 G\$ au 31 déc. 2021)		(4,5 G\$ au 31 déc. 2021)		(néant au 31 déc. 2021)	

¹ Nous gérons nos activités et en déclarons les résultats en fonction de quatre secteurs d'activité. Les résultats consolidés de la Banque HSBC Canada présentés à la page précédente englobent également ceux du centre général (voir la page 19 du rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet). Le centre général n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les chiffres indiqués ci-dessous donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité. Les résultats équivalents pour le centre général sont les suivants : total du résultat d'exploitation de 4 M\$ pour le trimestre et de 4 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2022 (total du résultat d'exploitation de 8 M\$ pour le trimestre et de 10 M\$ pour le semestre en 2021), bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat de (16) M\$ pour le trimestre et de (37) M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2022 (perte de (35) M\$ pour le trimestre et (49) M\$ pour le semestre en 2021) et actifs des clients de néant (néant en 2021).

² Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.

³ Les actifs liés aux clients comprennent les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Table des matières du rapport de gestion

	Page
Base d'établissement	3
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	3
À propos de la HSBC	4
Utilisation de mesures financières supplémentaires	4
Faits saillants financiers	6
Performance financière	7
Évolution de la situation financière	13
Nos secteurs d'activité	14
Sommaire de la performance trimestrielle	18
Survol et perspectives économiques	19
Faits nouveaux en matière de réglementation	21
Questions comptables	22
Arrangements hors bilan	22
Instruments financiers	22
Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière	22
Transactions avec des parties liées	22
Risques	24

Base d'établissement

La Banque HSBC Canada, ainsi que ses filiales (collectivement, la « banque », « nous », « notre »), est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings est désigné comme le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ».

Le présent rapport de gestion a pour but de permettre aux lecteurs d'évaluer notre situation financière et nos résultats d'exploitation du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2022, en comparaison avec ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion devrait être lu à la lumière de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et des notes annexes du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2022 (« états financiers consolidés ») ainsi que du *Rapport et états financiers annuels 2021*. Ce rapport de gestion est daté du 22 juillet 2022, date à laquelle notre conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés et le rapport de gestion. Les « notes » dont il est question tout au long de ce rapport de gestion renvoient aux notes annexes des états financiers consolidés du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2022.

La banque a établi ses états financiers consolidés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 Information financière intermédiaire qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et ces états devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2021 de la banque. Ces derniers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (« BSIF »), comme l'exige le paragraphe 308(4) de la Loi sur les banques. Certaines sections du présent rapport de gestion, soit celles marquées d'un

astérisque (*), font partie intégrante des états financiers consolidés ci-joints. Les abréviations « M\$ » et « G\$ » signifient millions et milliards de dollars canadiens, respectivement. À moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Nos documents d'information continue, dont les documents intermédiaires et annuels que nous déposons, sont disponibles par voie d'un lien sur le site de la banque, au www.hsbc.ca. Ces documents ainsi que la notice annuelle de la banque peuvent également être consultés sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, sur le site National Storage Mechanism de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, au www.data.fca.org.uk, et sur celui de la Bourse de Londres, au www.londonstockexchange.com. Il est possible d'obtenir tous les renseignements sur les activités et les résultats financiers de HSBC Holdings et du Groupe HSBC, ce qui englobe la Banque HSBC Canada, de même que toutes les informations destinées aux investisseurs, dont des exemplaires du *Rapport et états financiers annuels 2021* de HSBC Holdings, sur le site www.hsbc.com. Les informations figurant sur ces sites ou qui sont accessibles par leur intermédiaire ne font pas partie intégrante du présent rapport.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document renferme des informations prospectives, dont des énoncés concernant les activités et projets futurs de la banque. Ces énoncés se caractérisent par le fait qu'ils ne reposent pas strictement sur des données ou événements passés ou en cours. Des énoncés prospectifs renferment souvent des termes ou expressions comme « prévoir », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier » et « croire », ainsi que des mots ou expressions similaires qui sont employés pour décrire le rendement financier ou opérationnel à venir. De par leur nature même, ces énoncés nous obligent à poser plusieurs hypothèses et sont assujettis à divers risques et incertitudes qui leur sont inhérents et qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux envisagés dans les énoncés prospectifs. Nous prions le lecteur de ne pas se fier indûment à ces énoncés puisque de nombreux facteurs de risque pourraient donner lieu à des résultats réels nettement différents des attentes exprimées par les énoncés. Dans le rapport de gestion figurant dans le *Rapport et états financiers annuels 2021*, la rubrique « Risques » décrit les principaux risques auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés comme il se doit, pourraient influencer grandement sur ses résultats financiers à venir. Ces risques comprennent le risque de crédit, le risque de trésorerie (incluant le risque de capital, le risque de liquidité et de financement et le risque de taux d'intérêt), le risque de marché, le risque lié à la résilience, le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié aux crimes financiers, le risque lié aux modèles et le risque lié à la caisse de retraite. Les autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement des attentes exprimées par les énoncés prospectifs comprennent la conjoncture économique dans son ensemble et les conditions de marché, l'inflation, les politiques budgétaires et monétaires, les modifications des lois, de la réglementation et de l'approche de supervision, le degré de concurrence et les technologies de rupture, les cybermenaces et l'accès non autorisé aux systèmes,

les modifications de nos notations de crédit, le risque lié aux changements climatiques, dont les conséquences des risques de transition et des risques matériels, la transition visant les taux interbancaires offerts (« TIO ») et le taux *Canadian Dollar Offered Rate* (« CDOR »), les changements touchant les normes comptables, les changements de taux d'imposition, de lois et règlements fiscaux et leur interprétation par les autorités fiscales, le risque de fraude de la part d'employés ou d'autres parties, les transactions non autorisées et réalisées par le personnel et l'erreur humaine. Notre capacité à concrétiser nos priorités stratégiques et à gérer de manière proactive les exigences du cadre réglementaire dépend du perfectionnement et de la fidélisation de nos cadres dirigeants et de nos employés les plus performants. Demeurer en mesure de recruter, de perfectionner et de conserver à notre emploi du personnel compétent dans un marché du travail des plus compétitifs et actifs se révèle toujours difficile. Nous surveillons les risques liés aux ressources humaines en veillant à la santé mentale et au bien-être de nos employés, surtout en ces temps de pandémie. Malgré les plans d'urgence que nous avons instaurés afin d'assurer notre résilience advenant des perturbations opérationnelles à la fois prolongées et majeures, notre capacité d'exercer nos activités pourrait souffrir d'une défaillance dans les infrastructures qui soutiennent nos activités et les collectivités avec lesquelles nous faisons des affaires, incluant, sans toutefois s'y limiter, une défaillance provoquée par une urgence de santé publique, une pandémie, une catastrophe écologique, un acte terroriste et un événement géopolitique. Les rubriques « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » et « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction » du *Rapport et états financiers annuels 2021* renferment une description de ces facteurs de risque. Nous tenons à aviser le lecteur que la liste des facteurs de risque présentée ci-dessus n'est pas exhaustive et qu'il se peut que d'autres incertitudes et facteurs éventuels non mentionnés aux présentes nuisent à nos résultats et à notre situation financière. Tout énoncé prospectif paraissant dans ce document est en date de celui-ci. Nous ne nous engageons nullement à réviser, à mettre à jour ou à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations, d'événements ultérieurs ou d'autres circonstances, et nous déclinons expressément toute obligation de le faire, sauf dans la mesure où les lois pertinentes sur les valeurs mobilières nous y contraignent.

À propos de la HSBC

La Banque HSBC Canada est le chef de file des banques internationales au Canada et a célébré son 40^e anniversaire d'existence en 2021. Nous aidons des entreprises et des particuliers partout au pays à faire des affaires et à gérer leurs finances au pays et à l'échelle mondiale par l'entremise de quatre secteurs d'activité, soit Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, Services bancaires internationaux¹ et Marchés et Services liés aux valeurs mobilières¹. Aucune autre banque internationale n'est aussi présente que nous sur le marché canadien, et aucune autre banque canadienne ne possède notre présence internationale.

Le Canada contribue grandement à la stratégie du Groupe HSBC et joue un rôle clé dans les efforts que celui-ci déploie pour seconder ses clients et favoriser leur croissance, tirant ainsi parti de sa présence dans tous les grands corridors commerciaux, dont ceux en Amérique du Nord, ce qui englobe les États-Unis et le Mexique, ainsi que ceux en Europe et en Asie.

Groupe HSBC vise à devenir carboneutre dans l'exécution de ses activités et de ses émissions financées et elle collabore avec ses clients afin d'accélérer la transition vers une économie sobre en carbone.

Le siège social de HSBC Holdings plc, société mère de la Banque HSBC Canada, est situé à Londres, au Royaume-Uni. Le Groupe HSBC sert des clients du monde entier à partir de ses bureaux répartis dans 63 pays et territoires en Europe, en Asie, dans les Amériques, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Avec des actifs totalisant 2 985 G\$ US au 30 juin 2022, il est l'un des plus importants groupes de services bancaires et financiers au monde.

« Un monde d'occasions à découvrir », voilà ce qui définit notre raison d'être. Nous sommes ici pour mettre nos compétences, nos capacités, notre éventail de produits et notre vaste expérience au service de nos clients et ainsi les faire profiter d'occasions uniques. Nous regroupons les gens, les idées et les capitaux qui favorisent la réussite et la croissance, aidant de ce fait à créer un monde meilleur pour nos clients, notre personnel et nos collectivités et à protéger la planète.

Les actions de HSBC Holdings sont inscrites à la cote des bourses de Londres, de Hong Kong, de New York et des Bermudes. Elles sont négociées à la Bourse de New York sous forme de certificats américains d'actions étrangères. La Banque HSBC Canada a des obligations sécurisées en euros qui sont inscrites à la Bourse de Londres.

¹ Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.

Utilisation de mesures financières supplémentaires

Pour évaluer sa performance, la banque utilise des mesures financières supplémentaires qui sont établies à partir de chiffres calculés selon les IFRS. Ce qui suit constitue un glossaire des mesures pertinentes qui sont employées tout au long du présent document, mais qui ne figurent pas dans les états financiers consolidés. Les mesures financières supplémentaires suivantes comprennent les soldes moyens, et les chiffres annualisés de l'état du résultat net, tel qu'il est indiqué, sont utilisés tout au long de ce document.

Le **rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire** correspond au bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire annualisé de la période, divisé par la moyenne¹ des capitaux propres ordinaires.

Le **rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques** correspond au bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat annualisé de la période, divisé par la moyenne¹ des actifs pondérés en fonction des risques.

Le **ratio d'efficacité** correspond au total des charges d'exploitation exprimé en pourcentage du total du résultat d'exploitation.

Le **ratio du levier d'exploitation** s'entend de l'écart entre le taux de variation du résultat d'exploitation et celui des charges d'exploitation.

La **marge d'intérêts nette** désigne les produits d'intérêts nets exprimés en pourcentage annualisé de la moyenne¹ des actifs productifs d'intérêts².

La **variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues³ annualisée, exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La **variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues³ annualisée sur les actifs de stade 3, exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3** s'entend du total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues³ sur les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3 exprimé en pourcentage des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3.

Les **sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances à des clients et des acceptations** correspondent aux sorties du bilan nettes annualisées, exprimées en pourcentage de la moyenne¹ du montant net des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **ratio des avances à des clients en pourcentage des comptes des clients** correspond aux prêts et avances à des clients exprimés en pourcentage des comptes des clients.

- ¹ La marge d'intérêts nette est calculée à l'aide des soldes moyens quotidiens. Toutes les autres mesures financières mettent en jeu des soldes moyens qui sont établis à l'aide des soldes à la clôture du trimestre.
- ² Il y a lieu de se reporter au tableau « Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif », à la page 8, pour obtenir la composition des actifs productifs d'intérêts.
- ³ La variation des pertes de crédit attendues a essentiellement trait aux prêts, aux acceptations et aux engagements.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Notes	Trimestre clos le		Semestre clos le	
		30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
Performance financière de la période					
Total du résultat d'exploitation		599	547	1 169	1 076
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise		(82)	40	(40)	56
Charges d'exploitation		(319)	(328)	(639)	(641)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		198	259	490	49
Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire		133	179	336	337
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)		0,24	0,32	0,61	0,61
Ratios financiers (%)	1				
Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire		11,2	12,6	13,3	11,9
Rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques		1,9	2,6	2,4	2,5
Ratio d'efficience		53,3	60,0	54,7	59,6
Ratio du levier d'exploitation		12,3	1,1	9,0	1,1
Marge d'intérêts nette		1,37	1,24	1,32	1,18
Variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations	2	0,43	s. o.	0,11	s. o.
Variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations		0,35	0,02	0,18	0,07
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances à des clients et des acceptations de stade 3		27,9	38,5	27,9	38,5
Sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances et des acceptations		0,67	0,12	0,35	0,09
				Au	
Notes				30 juin 2022	31 déc. 2021
Situation financière à la clôture de la période					
Total de l'actif				125 037	119 853
Prêts et avances à des clients				74 326	68 699
Comptes des clients				75 260	73 626
Ratio des avances à des clients en pourcentage des comptes des clients (%)	1			98,8	93,3
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire				4 667	5 776
Mesures concernant le capital, le levier et la liquidité					
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%)			3	11,1	14,0
Ratio du capital de catégorie 1 (%)			3	13,6	16,8
Ratio du capital total (%)			3	15,9	19,3
Ratio de levier (%)			3	4,5	5,8
Actifs pondérés en fonction des risques (M\$)			3	43 222	39 836
Ratio de liquidité à court terme (%)			4	141	147

1 Il y a lieu de se reporter à la section « Utilisation de mesures financières supplémentaires » figurant dans le présent document pour obtenir un glossaire des mesures utilisées.

2 La mention « s. o. » est indiquée lorsque la banque est en position de reprise nette, ce qui donne lieu à un ratio négatif.

3 Les ratios du capital et les actifs pondérés en fonction des risques sont calculés au moyen de la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier de ce même organisme. Ces lignes directrices sont fondées sur celles de Bâle III. Il y a lieu de se reporter à la section « Risque de capital » du présent document pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

4 Le ratio de liquidité à court terme (Liquidity Coverage Ratio ou « LCR ») est calculé en accord avec la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, qui incorpore les normes de liquidité de Bâle. Le LCR indiqué dans ce tableau a été calculé à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Il y a lieu de se reporter à la section « Risque de liquidité et de financement » du présent document pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Performance financière

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	369	306	706	588
Produits de commissions nets	196	196	393	392
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	24	28	51	58
Autres éléments de produits	10	17	19	38
Total du résultat d'exploitation	599	547	1 169	1 076
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(82)	40	(40)	56
Résultat d'exploitation net	517	587	1 129	1 132
Total des charges d'exploitation	(319)	(328)	(639)	(641)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	198	259	490	491
Charge d'impôt sur le résultat	(53)	(69)	(131)	(132)
Bénéfice de la période	145	190	359	359

Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2022 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est chiffré à 198 M\$ pour le trimestre, ayant fléchi de 61 M\$, ou 24 %, et il s'est établi à 490 M\$ pour le semestre, ayant diminué d'à peine 1 M\$, ou 0,2 %. Les reculs enregistrés pour le trimestre et le semestre ont découlé en grande partie d'une charge importante au titre des pertes de crédit attendues sur les prêts de stade 3 en lien avec un prêt dans le secteur de l'aviation. Malgré cette charge, le résultat d'exploitation est demeuré solide. Poursuivant sur la lancée amorcée dans la seconde moitié de 2020, nous avons enregistré notre total du résultat d'exploitation le plus élevé en dix ans. Le total du résultat d'exploitation a augmenté dans trois de nos quatre secteurs d'activité durant le trimestre et le semestre.

Le total du résultat d'exploitation de 599 M\$ pour le trimestre et de 1 169 M\$ pour le semestre signale des hausses respectives de 52 M\$, ou 9,5 %, et de 93 M\$, ou 8,6 %, par rapport à l'exercice précédent. L'amélioration du bilan et l'incidence des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours de l'exercice se sont traduites par une augmentation des produits d'intérêts nets. Les produits de commissions nets sont demeurés relativement stables du fait des hausses engendrées par l'intensification des activités au chapitre des cartes et des transactions des secteurs Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et Services aux entreprises, de la progression de la moyenne des fonds d'investissement sous gestion de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et de l'amélioration des commissions tirées des facilités de crédit par suite de l'augmentation des volumes des acceptations bancaires des

Services aux entreprises. Ces facteurs ont été annulés en partie par la baisse des commissions générées par les services-conseils des Services bancaires internationaux ainsi que par le recul des profits pris en compte dans les autres produits d'exploitation et le repli des produits de négociation.

Les pertes de crédit attendues ont consisté en des charges de 82 M\$ pour le trimestre et de 40 M\$ pour le semestre. Pour le trimestre à l'étude, ce résultat a découlé essentiellement d'une charge importante au titre des pertes de crédit attendues sur les prêts de stade 3 en lien avec un prêt dans le secteur de l'aviation, lequel a été sorti du bilan en raison de nouveaux facteurs défavorables. À cet élément s'est ajoutée une charge au titre des prêts productifs qu'a exigée la détérioration des variables macroéconomiques prospectives, ce qui rend compte des pressions inflationnistes et les ratés de la chaîne d'approvisionnement causés par la pandémie et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Pour le semestre, ces charges ont été atténuées par une reprise liée aux prêts productifs au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 au premier trimestre. La reprise enregistrée dans les périodes correspondantes de l'exercice précédent reflétait l'amélioration, à ce moment, des variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs.

Le total des charges d'exploitation s'est allégé de 9 M\$, ou 2,7 %, pour le trimestre et de 2 M\$, ou 0,3 %, pour le semestre, en raison surtout des coûts engagés au cours de l'exercice précédent afin d'instaurer un mode de travail hybride. Confrontés à des pressions inflationnistes, nous avons continué de gérer nos coûts avec prudence tout en procédant à des investissements stratégiques afin de faire croître nos secteurs d'activité et de soutenir des projets de réglementation.

Performance par élément de produits et de charges

Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2022 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent

Produits d'intérêts nets

Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 63 M\$, ou 21 %, pour le trimestre par suite de l'essor du bilan pour tous les secteurs d'activité et de l'incidence des hausses de taux pratiquées par la banque centrale au cours du présent exercice.

Les produits d'intérêts nets se sont raffermis de 118 M\$, ou 20 %, pour le semestre grâce à ces mêmes facteurs.

Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif

		Trimestre clos le						Semestre clos le					
		30 juin 2022			30 juin 2021			30 juin 2022			30 juin 2021		
		Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement
		Notes	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$
Fonds à court terme et prêts et avances à des banques	1	10 002	24	0,97	14 397	8	0,24	11 283	33	0,59	14 826	17	0,24
Prêts et avances à des clients	2	72 940	526	2,89	63 763	411	2,58	71 262	951	2,69	62 857	817	2,62
Prises en pension à des fins autres que de transaction		6 919	25	1,46	5 765	4	0,31	7 667	32	0,85	5 754	9	0,32
Placements financiers	3	17 535	52	1,19	14 151	22	0,61	16 810	81	0,97	16 292	52	0,64
Autres actifs productifs d'intérêts	4	685	3	1,65	533	1	0,61	591	4	1,31	529	2	0,58
Total des actifs productifs d'intérêts (A)		108 081	630	2,34	98 609	446	1,82	107 613	1 101	2,06	100 258	897	1,80
Actifs détenus à des fins de transaction et actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	5	4 183	25	2,40	3 617	8	0,83	3 677	37	2,02	3 559	15	0,83
Actifs non productifs d'intérêts	6	11 669	—	—	10 171	—	—	10 620	—	—	10 871	—	—
Total		123 933	655	2,13	112 397	454	1,62	121 910	1 138	1,88	114 688	912	1,60

- 1 Les « Fonds à court terme et prêts et avances à des banques » comprennent la trésorerie, les soldes détenus dans la banque centrale et les prêts et avances à des banques productifs d'intérêts.
- 2 Les « Prêts et avances à des clients » comprennent le montant brut des prêts et avances à des clients productifs d'intérêts.
- 3 Les « Placements financiers » incluent les instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et les instruments d'emprunt évalués au coût amorti.
- 4 Les « Autres actifs productifs d'intérêts » comprennent les garanties en trésorerie et les autres actifs productifs d'intérêts pris en compte au poste « Autres actifs » du bilan.
- 5 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.
- 6 Les « Actifs non productifs d'intérêts » incluent la trésorerie et les soldes détenus dans la banque centrale non productifs d'intérêts, les effets en cours de compensation auprès d'autres banques, les titres de participation détenus compris dans les actifs détenus à des fins de transaction, les autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, les dérivés, les prêts et avances à des banques et à des clients non productifs d'intérêts, les corrections de valeur pour dépréciation, les instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, et inclus au poste « Placements financiers » du bilan, les engagements de clients en contrepartie d'acceptations, les immobilisations corporelles, le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs d'impôt différé et exigible et les autres actifs non productifs d'intérêts.

Sommaire des charges d'intérêts par type de passif et capitaux propres

	Notes	Trimestre clos le						Semestre clos le					
		30 juin 2022			30 juin 2021			30 juin 2022			30 juin 2021		
		Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût
		M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%
Dépôts effectués par des banques	1	1 298	—	0,10	1 140	—	0,03	1 319	—	0,07	1 113	—	0,03
Comptes des clients	2	65 890	124	0,75	61 758	51	0,33	65 047	169	0,52	62 422	120	0,39
Mises en pension à des fins autres que de transaction		6 860	24	1,43	4 013	3	0,30	7 330	29	0,81	3 626	6	0,33
Titres de créance émis et créances subordonnées		17 674	97	2,20	14 065	69	1,98	16 676	166	2,00	15 639	149	1,92
Autres passifs portant intérêt	3	2 515	16	2,43	2 858	17	2,26	2 521	31	2,46	2 747	34	2,45
Total des passifs portant intérêt (B)		94 237	261	1,11	83 834	140	0,67	92 893	395	0,86	85 547	309	0,73
Passifs détenus à des fins de transaction	4	3 560	22	2,54	3 340	8	0,94	3 378	34	2,03	3 380	15	0,89
Comptes courants ne portant pas intérêt	5	8 645	—	—	7 939	—	—	8 655	—	—	7 712	—	—
Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt	6	17 491	—	—	17 284	—	—	16 984	—	—	18 049	—	—
Total		123 933	283	0,92	112 397	148	0,53	121,910	429	0,71	114 688	324	0,57
Produits d'intérêts nets (A-B)			369			306			706			588	

1 Les « Dépôts effectués par des banques » n'incluent que les dépôts effectués par des banques et portant intérêt.

2 Les « Comptes des clients » n'incluent que les comptes des clients portant intérêt.

3 Les « Autres passifs portant intérêt » comprennent les garanties en trésorerie ainsi que d'autres passifs portant intérêt qui figurent au poste « Autres passifs » du bilan.

4 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

5 Les « Comptes courants ne portant pas intérêt » figurent au poste « Comptes des clients » du bilan.

6 Le « Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt » comprend les dépôts effectués par des banques et les autres compte des clients ne portant pas intérêt et ne figurant pas dans les « Comptes courants ne portant pas intérêt », les effets en transit vers d'autres banques, les dérivés, les acceptations, les charges à payer et produits différés, les passifs au titre des prestations de retraite, les provisions, la charge d'impôt exigible et les autres passifs ne portant pas intérêt.

Produits de commissions nets

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	19	19	38	34
Produits de courtage	3	3	7	10
Cartes	24	17	45	33
Facilités de crédit	86	84	168	168
Fonds sous gestion	57	54	115	106
Importations/exportations	3	2	6	5
Commissions d'agence d'assurance	1	1	2	2
Garanties et autres	12	13	26	25
Services de paiement	14	11	24	21
Prise ferme et services-conseils	5	17	15	42
Produits de commissions	224	221	446	446
Moins les charges de commissions	(28)	(25)	(53)	(54)
Produits de commissions nets	196	196	393	392

Les produits de commissions nets du trimestre sont demeurés stables. L'augmentation des produits de commissions a résulté surtout de l'intensification des activités au chapitre des cartes des secteurs Services aux entreprises et Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. Les commissions tirées des facilités de crédit des Services aux entreprises ont progressé grâce à l'accroissement des volumes des acceptations bancaires, ce qui a été annulé en partie par la diminution enregistrée par les Services bancaires internationaux. La montée de la moyenne des fonds d'investissement sous gestion de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers a également favorisé les hausses précitées. Celles-ci ont été atténuées par une diminution des commissions générées par les services-conseils des Services bancaires internationaux en raison du rendement supérieur enregistré au cours de l'exercice précédent et du

moment auquel les transactions ont eu lieu au cours de l'exercice à l'étude. En raison des activités décrites ci-dessus, les charges de commissions ont augmenté puisque les activités au chapitre des cartes ont été plus intenses, ce qui a été atténué par le repli des volumes associés aux commissions générées par les services-conseils.

Les produits de commissions nets du semestre ont légèrement augmenté, soit de 1 M\$, ou 0,3 %, du fait des mêmes facteurs que ceux indiqués pour le trimestre ainsi que de l'augmentation des transactions liées aux services à l'égard des comptes des secteurs Services aux entreprises et Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers.

Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Activités de négociation	20	29	49	58
Ajustements d'évaluation de crédit et de débit et ajustements de la juste valeur liés au financement	3	—	5	3
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation	3	—	3	—
Inefficacité des couvertures	(2)	(1)	(6)	(3)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	24	28	51	58

Pour le trimestre, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont fléchi de 4 M\$, ou 14 %, ce qui a découlé principalement d'une baisse de la valeur des facilités de syndication de prêts prise en compte dans les activités de négociation. Ce facteur a été annulé par la hausse des produits d'intérêts nets sur les activités de négociation en raison de la montée des taux d'intérêt et des variations favorables des ajustements d'évaluation de crédit et de la juste valeur liés au financement dans les scénarios prospectifs.

Pour le semestre, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont reculé de 7 M\$, ou 12 %, ce qui a découlé des facteurs précités et d'une variation défavorable de l'inefficacité des couvertures relatives aux instruments de couverture des flux de trésorerie.

Autres éléments de produits

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Variations de la juste valeur des autres actifs financiers devant obligatoirement être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	(1)	3	(1)	3
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers	—	7	2	22
Autres produits d'exploitation	11	7	18	13
Autres éléments de produits	10	17	19	38

Pour le trimestre, les autres éléments de produits se sont affaiblis de 7 M\$, ou 41 %, à cause d'une baisse des profits réalisés à la cession de placements financiers par suite du rééquilibrage du portefeuille d'actifs liquides de la banque, ce qui a été compensé en partie par les profits enregistrés dans les autres produits d'exploitation.

Pour le semestre, les autres éléments de produits ont reculé de 19 M\$, ou 50 %, en raison de ces mêmes facteurs.

Variation des pertes de crédit attendues

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts productifs (stades 1 et 2) – charge/(reprise)	16	(41)	(41)	(80)
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts non productifs (stade 3) – charge	66	1	81	24
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – charge/(reprise)	82	(40)	40	(56)

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une charge de 82 M\$, comparativement à une reprise de 40 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a découlé essentiellement d'une charge importante au titre des pertes de crédit attendues sur les prêts de stade 3 par suite de nouveaux facteurs défavorables en lien avec un prêt dans le secteur de l'aviation. Ce prêt a été sorti du bilan au cours du deuxième trimestre de 2022. La variation des pertes de crédit attendues au titre des prêts productifs a également représenté une charge qui s'explique par la détérioration des variables macroéconomiques prospectives par suite essentiellement des pressions inflationnistes et des ratés de la chaîne d'approvisionnement causés par la pandémie et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En 2021, la reprise avait résulté principalement de l'amélioration, à ce moment, des variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs.

La variation des pertes de crédit attendues pour le semestre a consisté en une charge de 40 M\$, comparativement à une reprise de 56 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a découlé d'une charge importante au titre

des pertes de crédit attendues sur les prêts de stade 3 en lien avec un prêt élevé dans le secteur de l'aviation. Ce prêt a été sorti du bilan au deuxième trimestre de 2022 du fait de nouveaux facteurs défavorables. La variation des pertes de crédit attendues au titre des prêts productifs a donné lieu à une reprise sur des corrections de valeur essentiellement attribuables à la COVID-19 liée aux prêts productifs au premier trimestre, les variables macroéconomiques de quatre des scénarios ayant servi à estimer les pertes de crédit attendues s'étant quelque peu améliorées. Ce facteur a été atténué par la comptabilisation, au deuxième trimestre, d'une charge au titre des prêts productifs par suite de la détérioration des variables macroéconomiques prospectives, ce qui reflète les répercussions des pressions inflationnistes et des ratés de la chaîne d'approvisionnement causés par la pandémie et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. En 2021, la reprise avait résulté essentiellement de l'amélioration, à ce moment, des variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs, ce qui avait été atténué par des pertes de valeur liées à des prêts non productifs dans les secteurs de l'énergie et des produits alimentaires en gros.

Total des charges d'exploitation

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Rémunération et avantages du personnel	152	152	303	311
Charges générales et administratives	138	127	280	255
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles	16	30	31	47
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles	13	19	25	28
Total des charges d'exploitation	319	328	639	641

Pour le trimestre, le total des charges d'exploitation a baissé de 9 M\$, ou 2,7 %, en raison surtout du recul des dépenses puisque des coûts avaient été engagés au cours de l'exercice précédent afin d'instaurer un mode de travail hybride. Ce facteur a été atténué par la poursuite d'investissements stratégiques visant à faire croître nos secteurs d'activité, à soutenir des projets de réglementation, à simplifier nos processus et à offrir les services numériques qui correspondent aux besoins de nos clients.

Pour le semestre, le total des charges d'exploitation s'est allégé de 2 M\$, ou 0,3 %, puisque, confrontés aux pressions inflationnistes, nous avons géré nos coûts avec prudence. Nous avons poursuivi nos investissements stratégiques afin de faire

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le deuxième trimestre de 2022, le taux d'imposition effectif a été de 26,7 %. Le taux prévu par la loi étant de 26,5 %, la charge d'impôt a quelque peu augmenté. Pour le deuxième trimestre de 2021, le taux d'imposition effectif avait été de 26,8 %.

croître nos secteurs d'activité et de soutenir des projets de réglementation. Ces investissements ont été contrebalancés par la diminution des dépenses puisque des coûts avaient été engagés au cours de l'exercice précédent afin d'instaurer un mode de travail hybride ainsi que par la réduction des charges en raison du moment où certains coûts liés à la rémunération et aux avantages du personnel ont été engagés.

Évolution de la situation financière

Sommaire du bilan consolidé

	Au	
	30 juin 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
Actif		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	5 172	13 955
Actifs détenus à des fins de transaction	5 154	2 907
Dérivés	4 836	2 773
Prêts et avances	74 843	70 358
Prises en pension à des fins autres que de transaction	6 992	9 058
Placements financiers	20 385	14 969
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	3 073	3 548
Autres actifs	4 582	2 285
Total de l'actif	125 037	119 853
Passif et capitaux propres		
Passif		
Dépôts effectués par des banques	495	1 313
Comptes des clients	75 260	73 626
Mises en pension à des fins autres que de transaction	7 327	8 044
Passifs détenus à des fins de transaction	3 585	3 598
Dérivés	5 326	2 978
Titres de créance émis	16 833	14 339
Acceptations	3 081	3 556
Autres passifs	7 363	5 523
Total du passif	119 270	112 977
Total des capitaux propres	5 767	6 876
Total du passif et des capitaux propres	125 037	119 853

Actif

Le total de l'actif s'élevait à 125,0 G\$ au 30 juin 2022, en hausse de 5,2 G\$, ou 4,3 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2021. Cette hausse a découlé surtout d'augmentations de 5,4 G\$ des placements financiers et de 4,5 G\$ des prêts et avances par suite de l'accroissement des volumes de prêts aux entreprises et de prêts hypothécaires résidentiels. Les progressions de 2,3 G\$ des autres actifs pris en compte dans les soldes des comptes de règlement servant à faciliter les transactions des clients, de 2,2 G\$ des volumes des actifs détenus à des fins de transaction et de 2,1 G\$ des dérivés par suite de variations de la valeur de marché en raison des taux d'intérêt ont également favorisé la hausse précitée. Ces progressions ont été contrebalancées en partie par une réduction de 8,8 G\$ des soldes de trésorerie détenus dans la banque centrale car nous avons favorisé la croissance d'autres catégories d'actifs.

Passif

Le total du passif s'établissait à 119,3 G\$ au 30 juin 2022, ce qui représente une hausse de 6,3 G\$, ou 5,6 %, par rapport à celui au 31 décembre 2021. Cette hausse a résulté principalement d'une augmentation du financement à terme et de gros de 2,5 G\$ à l'égard des titres de créance émis ainsi que du fait que l'accroissement des volumes des dépôts a contribué à une hausse de 1,6 G\$ des comptes des clients. Les augmentations de 2,3 G\$ des dérivés et de 1,8 G\$ des autres passifs sont conformes à la variation des actifs dérivés et des autres actifs.

Capitaux propres

Le total des capitaux propres s'établissait à 5,8 G\$ au 30 juin 2022, ce qui signale une baisse de 1,1 G\$, ou 16 %, en regard de celui au 31 décembre 2021. Cette baisse a découlé d'une remise de capitaux propres ordinaires à la société mère de 0,6 G\$, d'une perte latente de 0,6 G\$ qui a été constatée à l'égard des instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des couvertures des flux de trésorerie par suite d'un mouvement haussier de la courbe de rendement et des dividendes sur les actions ordinaires de 0,3 G\$ qui ont été déclarés durant la période. Ces facteurs ont été atténués par le bénéfice après impôt de 0,4 G\$ qui a été dégagé durant la période.

Nos secteurs d'activité

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction des secteurs d'activité suivants : Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, Services bancaires internationaux¹ ainsi que Marchés et Services liés aux valeurs mobilières¹.

¹ Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.

Services aux entreprises

Le secteur Services aux entreprises (« SE ») propose un éventail complet de services financiers commerciaux et de solutions sur mesure à des clients allant des petites entreprises aux grandes sociétés qui exercent leurs activités à l'échelle internationale.

Survol de la performance financière¹

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	173	142	335	269
Produits autres que d'intérêts	120	112	238	224
Total du résultat d'exploitation	293	254	573	493
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(77)	28	(37)	36
Résultat d'exploitation net	216	282	536	529
Total des charges d'exploitation	(100)	(91)	(203)	(187)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	116	191	333	342

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est renforcé de 39 M\$, ou 15 %, pour le trimestre et de 80 M\$, ou 16 %, pour le semestre. Les SE ont conservé leur élan en 2022, les prêts et acceptations s'étant accrus de 3,9 G\$ dans les six premiers mois et les soldes des dépôts ayant augmenté en regard de ceux enregistrés au deuxième trimestre de 2021. Les produits d'intérêts nets se sont raffermis grâce à l'accroissement des volumes et à l'incidence des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du présent exercice. De même, les produits autres que d'intérêts ont progressé, les volumes des acceptations bancaires et les activités au chapitre des cartes de crédit d'entreprise et des paiements au pays et à l'échelle internationale s'étant accrus.

Notre ambition est de demeurer le partenaire financier international de prédilection pour nos clients et de continuer à les aider à réaliser leurs projets de transition vers une économie à zéro émission nette. Tirant parti de notre réseau international et grâce à des investissements continus dans nos principales plateformes du Service mondial de gestion des liquidités et de la trésorerie et du Commerce international et financement des comptes clients, nous sommes en mesure de resserrer les liens avec notre clientèle grâce à des services liés aux transactions primés et de l'aider à combler ses besoins bancaires au pays et à l'étranger. L'attention soutenue que nous lui accordons nous a valu, au premier trimestre de 2022, les mentions de meilleure banque pour le financement du commerce international et de meilleure banque pour la qualité des services au Canada de la part du magazine *Euromoney*.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est replié de 75 M\$, ou 39 %, et pour le semestre, il a fléchi de 9 M\$, ou 2,6 %, essentiellement à cause d'une variation défavorable des pertes de crédit attendues et d'une augmentation des charges d'exploitation puisque nous effectuons des investissements stratégiques afin de faire croître

nos secteurs d'activité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'amélioration du résultat d'exploitation.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre se sont accrus de 31 M\$, ou 22 %, et ceux du semestre ont progressé de 66 M\$, ou 25 %, grâce à des hausses de la moyenne des soldes des prêts et des dépôts ainsi que des taux par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours des premier et deuxième trimestres.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre et du semestre se sont renforcés de 8 M\$, ou 7,1 %, et de 14 M\$, ou 6,3 %, respectivement, grâce principalement à la hausse des produits de commissions générée par l'accroissement des volumes des acceptations bancaires, à l'intensification des activités au chapitre des cartes de crédit d'entreprise et à l'augmentation des volumes des paiements au pays et à l'échelle internationale.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en des charges de 77 M\$ pour le trimestre et de 37 M\$ pour le semestre. La charge du trimestre à l'étude a découlé principalement d'une perte de valeur importante sur les prêts de stade 3 en lien avec un prêt dans le secteur de l'aviation et d'une charge au titre des prêts productifs en raison de la détérioration des variables macroéconomiques prospectives. Pour le semestre, ces facteurs ont été compensés en partie par la constatation, au premier trimestre, d'une reprise au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 liée aux prêts productifs. En 2021, la reprise avait résulté essentiellement de l'amélioration, à ce moment, des variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs.

Le **total des charges d'exploitation** a augmenté de 9 M\$, ou 9,9 %, pour le trimestre, et de 16 M\$, ou 8,6 %, pour le semestre, car nous avons réalisé des investissements stratégiques afin de

faire croître nos secteurs d'activité tout en gérant nos coûts avec prudence.

¹ Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2022 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP ») offre à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur propose aussi une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés à nos clients présents sur la scène internationale.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	156	134	297	262
Produits autres que d'intérêts	76	75	152	154
Total du résultat d'exploitation	232	209	449	416
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(4)	7	—	4
Résultat d'exploitation net	228	216	449	420
Total des charges d'exploitation	(163)	(162)	(324)	(329)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	65	54	125	91

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est accru de 23 M\$, ou 11 %, pour le trimestre et de 33 M\$, ou 7,9 %, pour le semestre. Ces hausses ont découlé de la forte progression des volumes des prêts et des soldes des dépôts ainsi que de l'amélioration des marges par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale, facteurs qui ont été neutralisés en partie par le recul des produits associés à la gestion de la trésorerie.

Nous avons continué d'élargir notre clientèle, mettant l'accent sur celle à l'échelle internationale et proposant des produits qui s'avèrent concurrentiels sur le marché et qui combinent ses besoins. De plus, nous investissons toujours dans nos canaux d'acquisition et de distribution ainsi que dans les perfectionnements d'ordre numérique afin d'améliorer l'expérience client. Grâce à ces perfectionnements, la publication *Cosmopolitan The Daily* nous a offert les distinctions de meilleure expérience d'accueil du client à l'international et de meilleure banque pour les petites entreprises au Canada.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat du semestre a atteint un nouveau sommet². De fait, il a bondi de 11 M\$, ou 20 %, pour le trimestre et de 34 M\$, ou 37 %, pour le semestre, ce qui est imputable à l'amélioration du résultat d'exploitation dont il est fait mention ci-dessus, facteur atténué par une hausse des pertes de crédit attendues.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** ont augmenté de 22 M\$, ou 16 %, pour le trimestre et de 35 M\$, ou 13 %, pour le semestre, ce qui rend compte de l'accroissement des volumes et de l'amélioration des marges par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du présent exercice.

Les **produits autres que d'intérêts** ont augmenté quelque peu, soit de 1 M\$, ou 1,3 %, pour le trimestre, mais ont fléchi de 2 M\$, ou 1,3 %, pour le semestre. Cette baisse a découlé principalement du recul des produits associés à la gestion de la trésorerie, facteur compensé en partie par la progression de la moyenne des fonds d'investissement sous gestion et des commissions tirées des transactions.

La **variation des pertes de crédit attendues** s'est dégradée de 11 M\$ et de 4 M\$, pour le trimestre et le semestre, respectivement, ce qui a résulté d'une détérioration des variables macroéconomiques prospectives, laquelle a été compensée en partie par des reprises au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 liée aux prêts productifs. Les résultats à ce chapitre pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent reflétaient l'incidence favorable de l'amélioration, à ce moment, des variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs.

Le **total des charges d'exploitation** a légèrement augmenté, soit de 1 M\$, ou 0,6 %, pour le trimestre, mais a diminué de 5 M\$, ou 2 %, pour le semestre en raison d'une gestion prudente des coûts et à des investissements stratégiques visant à faire croître nos secteurs d'activité.

¹ Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2022 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

² Record pour un semestre depuis la formation de GPSBP (antérieurement Services bancaires de détail et gestion de patrimoine « SBDGP ») en tant que secteur d'activité distinct en 2011.

Services bancaires internationaux¹

Le secteur Services bancaires internationaux (« SBI ») offre des produits et services financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde. Nos spécialistes des produits proposent un éventail complet de services dans les domaines des transactions bancaires, du financement, des services-conseils, des marchés des capitaux et de la gestion des risques. Combinés à nos vastes connaissances de nombreux secteurs, nos produits nous permettent d'aider nos clients à concrétiser leurs visées en matière de développement durable.

Survol de la performance financière²

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	29	23	54	45
Produits autres que d'intérêts	10	29	32	67
Total du résultat d'exploitation	39	52	86	112
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(1)	5	(3)	16
Résultat d'exploitation net	38	57	83	128
Total des charges d'exploitation	(23)	(18)	(45)	(40)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	15	39	38	88

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a reculé de 13 M\$, ou 25 %, pour le trimestre et de 26 M\$, ou 23 %, pour le semestre. Dans la première moitié de 2022, nous avons encore su tirer parti de notre excellent portefeuille, mais le rendement supérieur enregistré un an plus tôt et le moment auquel les transactions ont eu lieu au cours du présent exercice ont entraîné une diminution des commissions générées par les services-conseils. Le repli du résultat d'exploitation a également résulté de la variation défavorable de la valeur d'une facilité de syndication de prêts, ce qui a été atténué par l'amélioration du rendement du portefeuille de transactions bancaires et par l'élargissement des marges par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du premier semestre de 2022.

Les SBI conservent leur stratégie qui est bien établie, à savoir proposer des solutions bancaires de gros sur mesure en tirant parti du vaste réseau de distribution de la HSBC pour offrir des produits et solutions qui répondent aux besoins de nos clients internationaux.

Comme l'économie canadienne est toujours en voie de se relever de la pandémie, nous continuons de travailler en étroite collaboration avec nos clients afin de comprendre les défis uniques auxquels ils sont confrontés et de les seconder dans leurs efforts pour renouer avec la croissance et dans leurs plans de transition vers une économie à zéro émission nette.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est replié de 24 M\$, ou 62 %, pour le trimestre et de 50 M\$, ou 57 %, pour le semestre, et ce, en raison principalement d'une baisse des produits autres que d'intérêts et d'une variation défavorable des pertes de crédit attendues. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation des produits d'intérêts nets.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre ont augmenté de 6 M\$, ou 26 %, et ceux du semestre se sont renforcés de 9 M\$ ou 20 %. Ces hausses ont résulté des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours des premier et deuxième trimestres.

Les **produits autres que d'intérêts** se sont comprimés de 19 M\$, ou 66 %, et de 35 M\$, ou 52 %, pour le trimestre et le semestre, respectivement. Ces compressions ont résulté principalement de la dégradation des commissions générées par les services-conseils, le rendement à ce chapitre ayant été supérieur un an plus tôt, du moment où les transactions ont eu lieu au cours du présent exercice et du recul des commissions générées par les facilités de crédit. Les baisses ont également été accentuées par une variation défavorable de la valeur d'une facilité de syndication de prêts dans le cadre des activités de négociation.

La **variation des pertes de crédit attendues** s'est dégradée de 6 M\$ et de 19 M\$, pour le trimestre et le semestre, respectivement, ce qui a résulté principalement du fait qu'une reprise avait été constatée un an plus tôt par suite de l'amélioration, à ce moment, des données macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs. Pour le semestre, à ce facteur s'est ajoutée la constatation d'une perte de valeur liée à un prêt non productif dans le secteur de l'énergie au premier trimestre de 2022.

Le **total des charges d'exploitation** s'est accru de 5 M\$, ou 28 %, pour le trimestre et de 5 M\$, ou 13 %, pour le semestre car nous poursuivons des investissements stratégiques afin de faire croître nos secteurs d'activité tout en gérant nos coûts avec prudence.

¹ Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.

² Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2022 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

Marchés et Services liés aux valeurs mobilières¹

Le secteur Marchés et Services liés aux valeurs mobilières (« MSVM ») offre des produits et services financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde. Notre savoir-faire et notre connaissance des marchés locaux et internationaux ainsi que notre portée internationale nous permettent d'offrir un ensemble complet de services personnalisés pour diverses catégories d'actifs, services qui peuvent être regroupés et adaptés en fonction des objectifs spécifiques de notre clientèle.

Survol de la performance financière²

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	10	7	19	12
Produits autres que d'intérêts	21	17	38	33
Total du résultat d'exploitation	31	24	57	45
Total des charges d'exploitation	(13)	(14)	(26)	(26)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	18	10	31	19

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est accru de 7 M\$, ou 29 %, pour le trimestre et de 12 M\$, ou 27 %, pour le semestre. Ces augmentations ont découlé des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours des premier et deuxième trimestres ainsi que de la montée des produits tirés de la négociation des produits de change.

Les MSVM conservent leur stratégie, laquelle est bien établie, à savoir proposer des solutions sur mesure en tirant parti du vaste réseau de distribution de la HSBC pour offrir des produits et solutions qui répondent aux besoins de nos clients internationaux.

Comme l'économie canadienne est toujours en voie de se relever de la pandémie, nous continuons de travailler en étroite collaboration avec nos clients afin de comprendre les défis uniques auxquels ils sont confrontés et de les seconder dans leurs efforts pour renouer avec la croissance et dans leurs plans de transition vers une économie à zéro émission nette.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a bondi de 8 M\$, ou 80 %, pour le trimestre et de 12 M\$, ou 63 %, pour le semestre en raison surtout de l'amélioration du résultat d'exploitation et de la diminution des charges d'exploitation.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** se sont renforcés de 3 M\$, ou 43 %, pour le trimestre et de 7 M\$, ou 58 %, pour le semestre du fait surtout des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours des premier et deuxième trimestres.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre se sont accrus de 4 M\$, ou 24 %, et ceux du semestre ont progressé de 5 M\$, ou 15 %, en raison de la montée des produits tirés de la négociation des produits de change.

Le **total des charges d'exploitation** a diminué de 1 M\$, ou 7 %, pour le trimestre, mais n'a pas changé pour ce qui est du semestre, ce qui est imputable à une gestion prudente des coûts.

¹ Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.

² Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2022 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

Centre général

Le secteur « centre général » englobe les transactions qui ne sont pas directement liées à nos secteurs d'activité.

Survol de la performance financière^{1,2}

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	1	—	1	—
Produits autres que d'intérêts	3	8	3	10
Résultat d'exploitation net	4	8	4	10
Total des charges d'exploitation	(20)	(43)	(41)	(59)
Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	(16)	(35)	(37)	(49)

Aperçu

La perte avant la charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 19 M\$ pour le trimestre et de 12 M\$ pour le semestre grâce principalement à une diminution des charges d'exploitation puisque des coûts avaient été engagés un an plus tôt afin d'instaurer un mode de travail hybride. Ce facteur a été annulé en partie par le recul des produits autres que d'intérêts.

- ¹ Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2022 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.
- ² Le centre général n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres indiqués ci-dessus présentent un rapprochement des résultats des secteurs d'activité et de ceux de l'entité.

Sommaire de la performance trimestrielle

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le							
	2022		2021		2020			
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	369	337	323	315	306	282	275	244
Produits de commissions nets	196	197	205	197	196	196	185	172
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	24	27	28	26	28	30	30	29
Autres éléments de produits	10	9	23	22	17	21	14	27
Total du résultat d'exploitation	599	570	579	560	547	529	504	472
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)	(82)	42	(8)	(3)	40	16	1	2
Résultat d'exploitation net	517	612	571	557	587	545	505	474
Total des charges d'exploitation	(319)	(320)	(344)	(323)	(328)	(313)	(345)	(317)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	198	292	227	234	259	232	160	157
Charge d'impôt sur le résultat	(53)	(78)	(40)	(63)	(69)	(63)	(35)	(45)
Bénéfice de la période	145	214	187	171	190	169	125	112
Bénéfice attribuable :								
- à l'actionnaire ordinaire	133	203	176	159	179	158	113	101
- au détenteur d'actions privilégiées	12	11	11	12	11	11	12	11
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)	0,24	0,37	0,32	0,29	0,32	0,29	0,21	0,18

Commentaires sur les tendances des huit derniers trimestres

Les produits d'intérêts nets ont continué d'augmenter au deuxième trimestre de 2022 du fait surtout à l'accroissement de la marge d'intérêts nette qu'a permis l'amélioration des écarts par suite de l'essor des prêts. Le bilan ayant poursuivi sa forte croissance, les résultats des premier et deuxième trimestres de 2022 ont également bénéficié des majorations de taux pratiquées par la banque centrale dans chacune de ces périodes.

Les produits de commissions nets englobent des produits de diverses sources qui peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre et qui sont touchés par les activités commerciales, le nombre de jours que compte le trimestre et la saisonnalité. Les principaux facteurs de variation d'un trimestre à l'autre sont les commissions de prise ferme et celles générées par les services-conseils, lesquelles sont fonction des activités. Quoi qu'il en soit, on note une tendance sous-jacente à la hausse des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion, des facilités de crédit en lien avec l'accroissement des volumes des acceptations bancaires et des cartes de crédit. Au quatrième trimestre de

2021, les produits de commissions nets avaient augmenté, ce qu'ils avaient fait depuis le troisième trimestre de 2020, atteignant ainsi un sommet historique¹. Au cours du troisième trimestre de 2020, les activités des clients avaient ralenti à cause de la COVID-19.

De par leur nature, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre. Du troisième trimestre de 2020 au premier trimestre de 2022, ils sont demeurés pour ainsi dire les mêmes. La diminution enregistrée au deuxième trimestre de 2022 a découlé d'une variation défavorable de la valeur des facilités de syndication de prêts.

Les autres éléments de produits comprennent les profits et pertes sur la vente de placements financiers, lesquels peuvent varier d'un trimestre à l'autre en raison des activités de gestion du bilan sous-jacentes.

Les pertes de crédit attendues ont consisté en une charge au deuxième trimestre de 2022, laquelle a découlé essentiellement d'une charge importante au titre des pertes de crédit attendues sur les prêts de stade 3 en lien avec un prêt dans le secteur de l'aviation qui a été sorti du bilan en raison de nouveaux facteurs défavorables. À cette imputation s'est ajoutée une charge au titre des prêts productifs qu'a exigée la détérioration des variables macroéconomiques prospectives, sous l'impulsion des pressions inflationnistes et des ratés de la chaîne d'approvisionnement causés par la pandémie et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La reprise constatée au premier trimestre de 2022 a résulté essentiellement d'une reprise au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 liée aux prêts productifs, puisque les variables macroéconomiques de quatre des scénarios ayant servi à estimer les pertes de crédit attendues se sont légèrement améliorées. Ce facteur a été atténué par l'incidence d'une charge reflétant une légère dégradation attribuable au nouveau scénario tenant compte des répercussions prévues de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et des pressions inflationnistes sur les perspectives économiques. À ces facteurs s'est ajoutée une variation des pertes de crédit attendues au titre des prêts de stade 3 qui a donné lieu à une charge en raison principalement d'un prêt élevé dans le secteur de l'aviation, facteur annulé en partie par des reprises dans celui de l'énergie. La charge constatée au quatrième trimestre de 2021 avait découlé d'une perte de valeur liée à un prêt productif dans le secteur de l'aviation, ce qui avait été atténué par des reprises liées à des prêts non productifs dans celui de l'énergie. Au troisième trimestre de 2021, la charge d'un faible montant était en lien avec deux prêts non productifs dans le secteur de l'énergie, ce qui avait été atténué par une reprise liée aux prêts productifs, les variables macroéconomiques prospectives s'étant encore améliorées. Du troisième trimestre de 2020 au deuxième trimestre de 2021, et même si les reprises avaient été modestes aux troisième et quatrième trimestres de 2020, les pertes de crédit attendues avaient consisté en des reprises sur les prêts productifs, les variables macroéconomiques prospectives s'étant améliorées. Ce facteur avait été atténué par une augmentation des pertes de valeur liées à un prêt non productif dans le secteur de l'énergie au premier trimestre de 2021 et à des prêts non productifs dans ce même secteur et dans divers autres au cours de la seconde moitié de 2020.

En ce qui concerne nos charges d'exploitation, notre objectif consiste à faire croître nos activités de sorte à favoriser l'exécution de notre plan stratégique et nous continuons de

réaliser des investissements en ce sens en 2022 tout en veillant à gérer nos coûts avec prudence, vu le contexte économique qui prévaut. Depuis 2020, nous avons rationalisé encore plus nos processus et avons accordé la priorité à l'élaboration de solutions numériques afin d'aider nos clients.

En raison des tendances décrites ci-dessus, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est amélioré, si ce n'est au deuxième trimestre de 2022 où nous avons constaté une charge importante au titre des pertes de crédit attendues en lien avec un prêt de stade 3 dans le secteur de l'aviation qui a été sorti du bilan au deuxième trimestre. Au premier trimestre de 2022, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a atteint son niveau le plus élevé en dix ans, soit depuis le premier trimestre de 2012.

¹ Record pour un trimestre depuis 2012 où les produits de commissions nets ont commencé à être présentés de manière distincte.

Survol et perspectives économiques

Les prévisions et projections de la présente rubrique reposent sur l'information et les hypothèses obtenues auprès de sources que nous considérons comme fiables. Si cette information ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les résultats économiques réels pourraient différer significativement des perspectives présentées ci-dessous.

L'inflation frôle un sommet en 40 ans et une augmentation des taux est prévisible

La hausse, en glissement annuel, de l'indice des prix à la consommation (« IPC ») a atteint 8,1 % en juin, ce qui constitue un record depuis janvier 1983, et il se peut qu'il poursuive son ascension. Les pressions inflationnistes s'accroissent également, près de 73 % des composantes de l'IPC ayant augmenté de plus de 3 % sur un an. Ces facteurs mettent en relief l'urgence pour les décideurs de poursuivre l'imposition de mesures afin d'apaiser ces pressions.

Les représentants de la Banque du Canada ont affirmé qu'ils étaient prêts à intervenir avec force pour ramener l'inflation à son taux cible, ce qu'a confirmé le 22 juin dernier, sa première sous-gouverneure, M^{me} Carolyn Rogers, et qui s'est concrétisé le 13 juillet lorsque cette institution a relevé son taux directeur de 100 points de base, le portant ainsi à 2,5 %. Cette augmentation a été la plus forte depuis celle d'août 1998.

Le gouverneur de la Banque du Canada, M. Tiff Macklem, a précisé que cette hausse était nécessaire étant donné que le taux d'inflation avait augmenté, que les pressions inflationnistes se propageaient, la demande intérieure devenant un enjeu clé, et que le Conseil de direction avait décidé d'accélérer sans tarder le relèvement des taux d'intérêt dans l'espoir d'éviter des taux plus élevés dans l'avenir. M. Macklem a aussi fait savoir que le Conseil de direction s'attendait à ce que le taux directeur atteigne la limite supérieure de la fourchette du taux neutre, laquelle va de 2 % à 3 %, voire même qu'il la surpasse.

Nous prévoyons désormais que le taux directeur sera augmenté de 100 points de base d'ici la fin de 2022 pour atteindre 3,5 %, ses majorations survenant après les réunions de septembre, octobre et décembre, et qu'il sera haussé à 4,0 % dans la première moitié de 2023.

Les sources d'inflation

Les goulots d'étranglement des chaînes d'approvisionnement, les prix élevés du pétrole et la guerre en Ukraine jouent un rôle clé dans l'inflation à l'échelle mondiale. Au Canada, ces facteurs ont pour effet de causer des pressions à la hausse sur les prix des marchandises, lesquels ont augmenté de 11,2 % sur un an, enregistrant ainsi leur plus forte hausse depuis la fin de 1981.

Cependant, au pays, les facteurs intérieurs qui stimulent l'inflation se font plus présents et jouent désormais un rôle prépondérant dans celle-ci. Ainsi, l'économie canadienne affiche une demande excédentaire, la vigueur du marché de l'emploi est manifeste, le taux de chômage atteignant un creux historique de 4,9 %, et des pressions ascendantes sur les salaires sont en voie d'émerger. Par conséquent, la mesure fondamentale de l'inflation qui reflète le mieux la conjoncture économique au Canada, soit la variation de l'IPC-commun, a, en mai dernier, atteint 4,6 % sur un an, ce qui constitue son plus haut niveau depuis l'instauration d'une cible d'inflation au début de 1991. M. Macklem a affirmé qu'il était nécessaire que le rythme d'augmentation de la demande intérieure soit ramené à celui de l'offre.

Pour freiner l'essor de la demande intérieure et réduire l'inflation, le marché de l'habitation se doit de ralentir, et ce, parce que deux des facteurs qui contribuent le plus à l'inflation annuelle y sont liés de près. Il s'agit des pressions à la hausse qui s'exercent sur les coûts de construction des habitations et la forte augmentation des prix des maisons existantes depuis le début de la pandémie. Toutefois, un apaisement du marché immobilier n'est qu'un aspect du ralentissement nécessaire de la demande intérieure.

La faiblesse de notre dollar constitue un autre écueil qui pourrait empêcher l'inflation de revenir à son taux cible puisqu'elle amplifie les pressions haussières sur les prix des produits importés. Dans le passé, le dollar canadien s'affermissait au fil de l'augmentation des prix des marchandises, tel le pétrole, ce qui contribuait à amortir l'impact des hausses de prix des importations. Cependant, comme le dollar canadien n'a nullement réagi aux récentes augmentations des prix des marchandises, l'inflation des prix des importations doit être absorbée par les consommateurs, ce qui accentue les tensions sur les prix.

Plusieurs pays sont aux prises avec une inflation galopante

Nombre de pays sont confrontés à des problèmes d'inflation qui s'apparentent à ceux qu'éprouve le Canada. En raison de cette situation, plusieurs banques centrales ont dû prendre des mesures pour les contrer. Par exemple, aux États-Unis, l'inflation, sur un an, a atteint 8,6 % en mai, ce qui ne s'était pas vu depuis décembre 1981 et a obligé la Réserve fédérale à relever son taux directeur de 75 points de base le 15 juin dernier. Il s'agit de sa plus forte hausse en 28 ans. De plus, il est fort possible que ce taux soit augmenté de 75 points de base en août et qu'il le soit encore par la suite.

Préoccupées par l'accélération de l'inflation, d'autres banques centrales, dont la Reserve Bank of Australia, la Norges Bank de Norvège et la Riksbank de Suède, ont également majoré leurs taux d'intérêt. Qui plus est, nous croyons que la Banque d'Angleterre procédera à d'autres hausses d'ici la fin de l'année, et la Banque centrale européenne a annoncé qu'elle envisageait elle aussi de le faire.

Un resserrement de la politique monétaire ne saurait tarder

Nous pensons que l'évolution du marché du logement et la capacité du secteur des ménages à gérer une hausse des coûts du service de la dette constituent les principaux facteurs qui influenceront sur l'ampleur des hausses du taux directeur par la Banque du Canada. Ainsi, des signes démontrent déjà que ce marché est en voie de ralentir, certains taux d'intérêt significatifs ayant atteint leur plus haut niveau en dix ans et devraient continuer d'augmenter. Nous croyons que ces facteurs pourraient freiner les hausses de taux à venir de la Banque du Canada.

Cela dit, si l'inflation demeure aussi élevée, et plus particulièrement si les anticipations d'inflation se concrétisent, la Banque du Canada pourrait continuer de relever le taux directeur à un niveau se situant hors de la fourchette du taux neutre puisque son mandat est de ramener l'inflation dans la plage de maîtrise, laquelle va de 1 % à 3 %.

La récession n'est pas inévitable, mais se fait de plus en plus menaçante

Est-ce que les banques centrales pourront ramener l'inflation à son taux cible sans causer une récession qui risque de mener à une hausse du chômage? Telle est la question qui se pose au pays et ailleurs dans le monde. M. Macklem a indiqué qu'un atterrissage en douceur de l'économie entraînerait une réduction des postes vacants, lesquels dépassaient la barre du million en avril. Une diminution de ces postes au fil du ralentissement de la demande ne causerait pas nécessairement la montée du chômage.

Il est difficile de réaliser un tel atterrissage lorsque l'inflation est élevée, généralisée et se fait plus persistante et que les perspectives suggèrent qu'elle continuera de grimper, ce qui nécessite une hausse de taux. M. Macklem a précisé que la piste pour un atterrissage en douceur s'était rétrécie, suggérant que les risques de récession se sont accrus.

Les risques de récession aux États-Unis se sont également accrus dans la foulée de la hausse de taux commandée par la Réserve fédérale afin de contrer l'inflation galopante, laquelle a atteint 9,1 % sur un an en juin. En Europe, un autre événement est sous haute surveillance, à savoir l'approvisionnement en gaz naturel en provenance de la Russie. Si cet approvisionnement est coupé, l'Union européenne (UE) se retrouverait en récession rapidement. Par ailleurs, dans plusieurs pays, des discussions au sujet du risque de récession sont de plus en plus mises à l'agenda.

Au Canada, une récession n'est pas inévitable. Nous prévoyons que l'essor du produit intérieur brut (« PIB ») sera de 3,6 % en 2022 et de 2,2 % en 2023, et qu'il n'y aura, durant ces années, aucun trimestre de croissance négative. Toutefois, la réaction du marché immobilier et de l'économie à la suite de la majoration de 100 points de base du taux directeur le 13 juillet dernier sera surveillée étroitement. La croissance des dépenses de consommation demeure particulièrement préoccupante puisque les revenus sont sous pression du fait de la hausse du coût de la vie et des taux. De fait, la confiance des consommateurs et l'optimisme prévalant sur le marché de l'habitation avaient déjà commencé à s'émousser avant même ce relèvement de taux.

Des niveaux d'endettements des ménages élevés constituent un autre obstacle aux perspectives en matière de dépenses de consommation. Par exemple, alors que le ratio du service de la

dette des ménages représentait 13,5 % de leur revenu disponible au premier trimestre de 2022, il se pourrait qu'il atteigne un peu plus de 15 % dans les trimestres à venir, vu la forte hausse des taux d'intérêt.

Certains ménages sont confrontés à d'importantes décisions financières, mais nous sommes d'avis que la plupart de ceux-ci réussiront à s'adapter en raison du niveau élevé de l'épargne et d'une croissance considérable des revenus. Nous estimons que cette épargne dépasse de 125 G\$ à 150 G\$ son niveau habituel et qu'il est possible qu'elle soit utilisée pour amortir l'impact de la montée des taux d'intérêt et des prix sur la consommation.

La politique budgétaire devrait demeurer quelque peu expansionniste

À l'heure actuelle et même si la politique monétaire se resserre rapidement, il est probable que la politique budgétaire demeure quelque peu accommodante. Par exemple, les dépenses de programmes devraient représenter en moyenne 15,4 % du PIB dans les trois prochaines années, comparativement à une moyenne de 13,4 % depuis la crise financière mondiale survenue en 2008 et 2009. Cela stimulera la demande intérieure même si la Banque du Canada cherche à maîtriser les dépenses. Parallèlement, un programme très coûteux, soit le régime national d'assurance-médicaments, n'a pas encore été pris en compte dans les prévisions budgétaires. Dans une certaine mesure, les dépenses gouvernementales pourraient se traduire par une hausse des taux plus importante de la part de la Banque du Canada qu'il serait nécessaire si la politique budgétaire était plus efficace à lutter contre les pressions inflationnistes.

Faits nouveaux en matière de réglementation

À l'instar de toutes les institutions financières canadiennes, nous sommes confrontés à des changements de réglementation qui se succèdent à un rythme croissant. Un sommaire des principaux changements de réglementation susceptibles d'influer sur nos résultats ou nos activités est présenté à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » de notre *Rapport et états financiers annuels 2021* ainsi que dans les mises à jour figurant dans notre *Rapport intermédiaire du premier trimestre de 2022*. Ce qui suit résume certains des principaux changements de nature réglementaire qui ont été annoncés au deuxième trimestre de 2022 et qui pourraient se répercuter sur nos résultats ou nos activités.

Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »)

Gestion des risques climatiques : le projet de ligne directrice B-15

En mai, le BSIF a publié une version provisoire de sa ligne directrice B-15, *Gestion des risques climatiques*, proposant ainsi un cadre prudentiel plus sensible aux changements climatiques et reconnaissant leur incidence sur la gestion des risques. De plus, cette ligne directrice définit les attentes du BSIF à l'endroit des institutions financières fédérales (« IFF »). Le BSIF instaure également des obligations d'information financière concernant les changements climatiques conformément au cadre élaboré par le Groupe de travail international sur l'information financière relative aux changements climatiques. La communication de cette information incitera les institutions à améliorer la qualité de

leurs pratiques de gouvernance et de gestion des risques relativement aux changements climatiques. Les IFF devront respecter les obligations d'information énoncées dans cette ligne directrice pour les exercices se terminant à compter du 1^{er} octobre 2023. Nous continuerons de suivre de près les faits nouveaux concernant la réglementation, les cadres et les recommandations sur les changements climatiques, lesquels évoluent rapidement, qui s'appliquent à nos activités.

Préavis intitulé *Clarification du régime s'appliquant aux produits de prêts garantis par un bien immobilier innovants* : la ligne directrice B-20

En juin, le BSIF a publié un nouveau préavis intitulé *Clarification du régime s'appliquant aux produits de prêts garantis par un bien immobilier innovants en vertu de la ligne directrice B-20*. Ce préavis s'ajoute aux attentes formulées dans cette ligne directrice, laquelle précise les attentes du BSIF à l'égard des pratiques et procédures de souscription des prêts hypothécaires résidentiels inversés, des prêts hypothécaires résidentiels avec participation à la mise de fonds et des programmes de prêts combinés. Ce préavis s'applique à toutes les IFF qui offrent des prêts hypothécaires résidentiels ou qui font l'acquisition d'éléments d'actif liés à de tels prêts au Canada.

Administrations publiques et autres organismes de réglementation

Lutte contre le blanchiment d'argent et supervision du financement des activités terroristes

En avril, le gouvernement du Canada a publié des règlements modifiant le *Règlement sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* et le *Règlement sur les pénalités administratives — recyclage des produits de la criminalité et financement des activités terroristes*. Les nouveaux règlements assujettissent les services de plateforme de sociofinancement aux exigences en vigueur de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* qui visent les entreprises de transfert de fonds ou de vente de titres négociables et les entreprises de change de devises étrangères, selon le cas. En outre, ces modifications réglementaires élargiront les obligations relatives au Régime de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes de sorte à assujettir un éventail plus large de fournisseurs de services de paiement, ce qui inclura la suppression des exemptions pour le traitement des paiements de crédit, de débit et de produits prépayés en vertu de la définition de transfert électronique de fonds afin d'élargir les obligations réglementaires en vue d'inclure les fournisseurs de services de paiement qui mènent de telles activités.

En juin, la Commission Cullen a publié son rapport sur le blanchiment d'argent en Colombie-Britannique, lequel renferme 101 recommandations. Bien qu'il s'agisse d'un élément déterminant de l'efficacité du régime fédéral précité, ce rapport salue les efforts que le secteur bancaire déploie pour lutter contre le blanchiment d'argent. L'une des recommandations qui a déjà été approuvée et dont profiteront les banques est l'établissement d'un registre fédéral de la propriété effective. Les autres grandes recommandations qui pourraient toucher le secteur bancaire comprennent un meilleur partage de l'information entre ses membres afin de mieux lutter contre le blanchiment d'argent et la mise sur pied de nouvelles unités provinciales du renseignement

et d'enquête axées sur la lutte contre le recyclage des produits de la criminalité.

Climat

En mars, le gouvernement du Canada a déposé le projet de loi S-243, Loi édictant la *Loi sur la finance alignée sur le climat*. S'il est adopté, ce projet de loi obligera les institutions financières à présenter certaines informations concernant le climat et à prendre des engagements à cet égard. Le *Projet de Règlement 51-107 sur l'information liée aux questions climatiques* que les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ont publié a pour objet d'imposer aux émetteurs assujettis au Canada la divulgation de renseignements liés aux changements climatiques. Nous suivons toujours de près les faits nouveaux concernant la réglementation, les cadres et les recommandations sur les changements climatiques, lesquels évoluent rapidement, qui s'appliquent à nos activités.

Questions comptables

Les résultats de la banque sont sensibles aux méthodes comptables qui sous-tendent l'établissement de ses états financiers consolidés. La note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2021* présente un résumé de ses principales méthodes comptables.

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements. La direction est d'avis que les estimations comptables et jugements critiques de la banque sont ceux qui ont trait aux pertes de crédit attendues, à l'évaluation des instruments financiers, à l'impôt sur le résultat et aux actifs d'impôt différé ainsi qu'aux obligations au titre des prestations définies. Au cours de la période à l'étude, aucun changement n'a été apporté aux estimations comptables et jugements critiques formulés en 2021, lesquels sont décrits aux pages 34 et 35, 49 et 50 et 86 du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre de nos activités bancaires, nous participons à diverses transactions financières hors bilan qui ont une incidence financière, mais qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers. Ce genre d'arrangement comporte un risque éventuel et peut, en certaines circonstances, se traduire par un passif d'un montant supérieur à celui inscrit à notre bilan consolidé. Ces arrangements comprennent les garanties et les lettres de crédit et sont décrits à la rubrique « Arrangements hors bilan » du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Instruments financiers

Étant donné la nature des activités de la banque, les instruments financiers composent une bonne partie de son bilan. La banque peut en tirer des profits de négociation, des intérêts et des produits de commissions. Les instruments financiers comprennent notamment la trésorerie, les comptes des clients, les titres, les prêts, les acceptations, les dérivés utilisés à des fins de couverture ou détenus à des fins de transaction, les mises en pension, les passifs de titrisation et les créances subordonnées. Nous utilisons des instruments financiers aux fins de nos activités de négociation et de celles autres que de négociation. Ces dernières comprennent les prêts, les placements, les

activités de couverture et celles de gestion du bilan. Les activités de négociation comprennent l'achat et la vente de titres et la négociation de dérivés et d'instruments de change pour faciliter les opérations des clients et fournir des liquidités et, dans une moindre mesure, les activités de tenue de marché.

La comptabilisation des instruments financiers, qui fait appel au jugement, est effectuée selon le classement de ceux-ci. On trouve une description détaillée du classement et de l'évaluation des instruments financiers à la note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Il est possible que l'utilisation d'instruments financiers expose la banque à des risques de marché, de crédit ou de liquidité, ou encore qu'elle la protège contre ceux-ci. Une description détaillée de la façon dont la banque gère ces risques est présentée à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

La chef de la direction et le chef des finances intérimaire de la banque ont signé des attestations concernant la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés du trimestre clos le 30 juin 2022 ci-joints, et c'est à eux que revient la responsabilité de la conception et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, lesquels visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2022, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des transactions avec d'autres sociétés affiliées de la HSBC, dont celles visant la prestation de services bancaires ou opérationnels ainsi que l'octroi de prêts à court terme. Plus particulièrement, comme la banque fait partie de l'un des plus importants établissements de services financiers au monde, elle profite de l'expertise et des économies d'échelle que procure le Groupe HSBC. La banque fournit et obtient des services ou conclut des transactions avec diverses autres entreprises du Groupe HSBC, ce qui inclut la prise en charge d'une partie des coûts de développement des plateformes technologiques qui sont utilisées partout dans le monde, et elle tire parti de contrats mondiaux pour la publicité, la recherche marketing, la formation et d'autres fonctions d'exploitation.

Ces transactions avec des parties liées sont assorties de modalités conformes à celles offertes à des parties non liées et font l'objet de processus d'autorisation officielle. Il y a lieu de se reporter à la note 28 du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour obtenir des détails à ce sujet.

Le 15 mars 2022, la banque a remis 600 M\$ de capital-actions ordinaire à HSBC Overseas Holdings (UK) Limited, sans que cela entraîne un changement dans le nombre d'actions émises.

En tant que filiale en propriété exclusive, toutes nos actions ordinaires et privilégiées sont indirectement détenues par HSBC Holdings.

Risques

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description de la façon dont la banque gère les risques à tous les échelons de l'organisation et pour tous les types de risques, rubrique qui indique les principes, politiques et pratiques clés dont nous nous servons pour gérer les risques importants qu'ils soient financiers ou ne le soient pas.

Comme pour plusieurs autres organisations, la COVID-19 influe sur nos activités, notre personnel, nos clients et nos fournisseurs. Son incidence est résumée à la rubrique « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction » du *Rapport et états financiers annuels 2021* ainsi que dans les sections qui en traitent.

Risque de crédit

	Page
Gestion du risque de crédit	24
Sommaire du risque de crédit	24
Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA	26
Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières	31
Qualité de crédit des instruments financiers	32
Prêts de gros	35
Prêts personnels	37
Prêts douteux	40

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations de paiement contractuelles. Il se présente surtout dans les domaines des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais il découle aussi de certains autres produits comme les garanties et les dérivés de crédit.

Gestion du risque de crédit

Si ce n'est d'une mise à jour de la politique concernant les prêts renégociés et les délais de grâce, tel qu'il est décrit dans la section suivante, aucun changement n'a été apporté aux méthodes et pratiques de gestion du risque de crédit au premier semestre de 2022.

La rubrique « Gestion du risque de crédit » débutant à la page 42 du *Rapport et états financiers annuels 2021* renferme un sommaire de nos méthodes et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

Prêts renégociés et délai de grâce*

Avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2022, la définition de « délai de grâce » a été élargie afin d'englober les clients qui commencent à éprouver des problèmes de crédit et à allonger la liste des dérogations pour y inclure celles liées aux non-paiements. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence sur notre information financière.

Un client est considéré avoir obtenu un délai de grâce lorsque les deux critères suivants sont remplis :

- Il est aux prises avec des difficultés financières ou est sur le point de l'être (quel que soit leur degré de gravité);
- Une dérogation (liée au paiement ou au non-paiement) lui est accordée en raison de ses problèmes financiers.

Sommaire du risque de crédit

L'information qui suit présente la valeur comptable brute et la valeur nominale des instruments financiers auxquels s'appliquent les exigences de dépréciation d'IFRS 9 ainsi que la correction de valeur pour PCA connexe.

Au 30 juin 2022, la correction de valeur pour PCA comprenait une somme de 285 M\$ relative aux actifs détenus au coût amorti, un montant de 23 M\$ en lien avec les engagements de prêts et les garanties financières et un autre de 7 M\$ au titre des contrats de garantie de bonne exécution.

Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9*

	Notes	Au			
		30 juin 2022		31 déc. 2021	
		Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances à des clients au coût amorti		74 586	(260)	69 033	(334)
– particuliers		36 415	(75)	35 341	(75)
– grandes sociétés et entreprises		38 171	(185)	33 692	(259)
Prêts et avances à des banques au coût amorti		517	–	1 659	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti		23 424	(25)	28 134	(28)
– trésorerie et soldes détenus dans la banque centrale		5 172	–	13 955	–
– effets en cours de compensation auprès d'autres banques		16	–	9	–
– prises en pension à des fins autres que de transaction		6 992	–	9 058	–
– placements financiers		4 484	–	–	–
– engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 081	(8)	3 556	(8)
– autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir	1	3 679	(17)	1 556	(20)
Total de la valeur comptable brute, montant constaté au bilan		98 527	(285)	98 826	(362)
Prêts et autres engagements relatifs au crédit		45 487	(22)	46 737	(31)
– particuliers		8 314	(1)	8 141	(2)
– grandes sociétés et entreprises		37 173	(21)	38 596	(29)
Garanties financières	2	1 851	(1)	1 949	(4)
– particuliers		7	–	7	–
– grandes sociétés et entreprises		1 844	(1)	1 942	(4)
Total de la valeur nominale, montant hors bilan	3	47 338	(23)	48 686	(35)
		Juste valeur M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Juste valeur M\$	Correction de valeur pour PCA M\$
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	15 891	–	14 958	–

1 N'incluent que les instruments financiers qui sont assujettis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9. Les autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, comprennent tant les actifs financiers que les actifs non financiers.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

3 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

4 Les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global continuent d'être évalués à la juste valeur, la correction de valeur pour PCA étant traitée en tant qu'élément pour mémoire. La variation des PCA est comptabilisée dans l'état du résultat net en tant que variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit.

Le tableau qui suit donne un aperçu du risque de crédit de la banque, par stade et par secteur, ainsi que de la couverture des PCA associée. Les actifs financiers comptabilisés pour chaque stade sont assortis des caractéristiques suivantes :

Stade 1 : non dépréciés, sans hausse significative du risque de crédit et pour lesquels une correction de valeur pour PCA sur 12 mois est comptabilisée.

Stade 2 : hausse significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Stade 3 : indications objectives de dépréciation, par conséquent, considérés comme en défaillance ou autrement dépréciés et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA*

	Valeur comptable brute/valeur nominale ¹				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1 M\$	Stade 2 M\$	Stade 3 M\$	Total M\$	Stade 1 M\$	Stade 2 M\$	Stade 3 M\$	Total M\$	Stade 1 %	Stade 2 %	Stade 3 %	Total %
Prêts et avances à des clients au coût amorti	66 770	7 522	294	74 586	(42)	(136)	(82)	(260)	0,1	1,8	27,9	0,3
– particuliers	34 646	1 662	107	36 415	(11)	(49)	(15)	(75)	–	2,9	14,0	0,2
– grandes sociétés et entreprises	32 124	5 860	187	38 171	(31)	(87)	(67)	(185)	0,1	1,5	35,8	0,5
Prêts et avances à des banques au coût amorti	517	–	–	517	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	23 231	176	17	23 424	(3)	(5)	(17)	(25)	–	2,8	100,0	0,1
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	41 256	4 064	167	45 487	(8)	(14)	–	(22)	–	0,3	–	–
– particuliers	8 136	137	41	8 314	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	33 120	3 927	126	37 173	(7)	(14)	–	(21)	–	0,4	–	0,1
Garanties financières ²	1 777	43	31	1 851	(1)	–	–	(1)	0,1	–	–	0,1
– particuliers	7	–	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 770	43	31	1 844	(1)	–	–	(1)	0,1	–	–	0,1
Au 30 juin 2022	133 551	11 805	509	145 865	(54)	(155)	(99)	(308)	–	1,3	19,4	0,2

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA* (suite)

	Valeur comptable brute/valeur nominale ¹				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1 M\$	Stade 2 M\$	Stade 3 M\$	Total M\$	Stade 1 M\$	Stade 2 M\$	Stade 3 M\$	Total M\$	Stade 1 %	Stade 2 %	Stade 3 %	Total %
Prêts et avances à des clients au coût amorti	62 493	6 198	342	69 033	(62)	(145)	(127)	(334)	0,1	2,3	37,1	0,5
– particuliers	33 756	1 455	130	35 341	(9)	(44)	(22)	(75)	–	3,0	16,9	0,2
– grandes sociétés et entreprises	28 737	4 743	212	33 692	(53)	(101)	(105)	(259)	0,2	2,1	49,5	0,8
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 659	–	–	1 659	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	27 768	346	20	28 134	(3)	(5)	(20)	(28)	–	1,4	100,0	0,1
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	42 403	4 275	59	46 737	(15)	(16)	–	(31)	–	0,4	–	0,1
– particuliers	7 990	138	13	8 141	(2)	–	–	(2)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	34 413	4 137	46	38 596	(13)	(16)	–	(29)	–	0,4	–	0,1
Garanties financières ²	1 848	80	21	1 949	(1)	(2)	(1)	(4)	0,1	2,5	4,8	0,2
– particuliers	7	–	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 841	80	21	1 942	(1)	(2)	(1)	(4)	0,1	2,5	4,8	0,2
Au 31 déc. 2021	136 171	10 899	442	147 512	(81)	(168)	(148)	(397)	0,1	1,5	33,5	0,3

1 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA*

De grandes incertitudes demeurent associées aux scénarios économiques. L'accroissement des risques géopolitiques, les risques que soulèvent toujours de nouveaux variants de la COVID-19 et les réactions à ceux-ci par voie des politiques en santé publique ainsi que les conséquences des perturbations des chaînes d'approvisionnement sont autant de facteurs qui contribuent à la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation et qui augmentent les risques de stagflation à l'échelle mondiale. Par conséquent, l'ampleur et le rythme d'une reprise après la présente pandémie demeurent imprécis.

En raison de ces incertitudes, les jugements et estimations de la direction demeurent axés sur la prudence, et ce, tant en ce qui concerne la sélection et la pondération des scénarios économiques que le recours à des ajustements subjectifs de la direction, lesquels reflètent la façon dont les conditions

économiques interagissent avec les résultats modélisés et sont décrits plus en détail ci-dessous.

La constatation et l'évaluation des PCA exigent de poser des jugements importants et d'effectuer de nombreuses estimations. Nous élaborons divers scénarios économiques en nous appuyant sur des prévisions économiques, nous appliquons les hypothèses ainsi formulées aux modèles portant sur le risque de crédit afin d'estimer les pertes de crédit futures et nous en pondérons les résultats sur une base probabiliste afin d'en arriver à une estimation objective des PCA.

Méthodologie

Nous avons employé cinq scénarios économiques afin de rendre compte de la conjoncture économique actuelle et d'exprimer la perception de la direction quant à l'éventail de résultats qui pourraient en découler.

Trois des quatre scénarios standards ont été élaborés en fonction de prévisions consensuelles et d'estimations de distribution. Le quatrième scénario, soit le deuxième scénario pessimiste, illustre l'opinion de la direction quant aux risques les plus importants. Au deuxième trimestre de 2022, la direction a choisi d'utiliser un cinquième scénario, appelé le premier scénario pessimiste, afin d'assurer que les risques actuels quant à l'offre étaient dûment reflétés dans les données économiques prospectives. Ce scénario a pour objet de rendre compte des conséquences d'une crise mondiale persistante sur le plan de l'approvisionnement, crise qui maintiendrait l'inflation à un niveau élevé pendant une longue période, qui hausserait le chômage et qui ralentirait la croissance du PIB.

L'utilisation d'un scénario supplémentaire est conforme à la méthodologie qu'emploie la banque pour établir ses données économiques prospectives. La direction peut en ajouter de nouveaux si elle juge que les scénarios consensuels ne rendent pas parfaitement compte des risques économiques auxquels la banque est exposée. Contrairement aux scénarios consensuels, les scénarios supplémentaires relèvent d'hypothèses conjoncturelles quant à un risque donné et peuvent mettre en jeu des chocs faisant dévier à jamais l'activité économique de sa trajectoire à long terme.

Description des scénarios économiques

Les hypothèses économiques décrites dans la présente section ont été formulées par la banque en fonction de prévisions externes établies expressément aux fins du calcul des PCA.

Compte tenu de la conjoncture actuelle, les prévisions économiques demeurent hautement incertaines. Les risques qui en menacent la réalisation viennent avant tout des mesures prises par la banque centrale, celle-ci relevant les taux d'intérêt afin de ramener l'inflation à son taux cible et de contrer une augmentation des anticipations d'inflation. Les répercussions de la guerre en Ukraine et la progression et la gestion de la pandémie en Asie demeurent de grandes sources d'incertitudes. D'autres risques géopolitiques, tels l'évolution des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne et les différends entre les États-Unis et la Chine au sujet de nombreux enjeux stratégiques, constituent également des risques de dégradation économique.

Les cinq scénarios qui ont servi à calculer les PCA au 30 juin 2022 sont les suivants :

- Le scénario central consensuel : il s'agit du scénario le plus probable et suppose des prévisions à l'égard du PIB moindres et une inflation à son sommet pour 2022. Celle-ci sera ramenée vers la cible de la banque centrale d'ici le premier semestre de 2024 et les risques liés à la COVID-19 s'amenuiseront encore. La politique sanitaire en Chine demeure contraignante et le régime de sanctions actuel se poursuit.

- Le scénario optimiste consensuel : ce scénario suppose un choc temporaire favorable du côté de la demande et une inflation qui s'accélère au-dessus du scénario central. Le nombre de cas de COVID-19 chute et un retour à la normale est observé à l'échelle mondiale. La réouverture de la Chine s'active. Les tensions géopolitiques se détendent, ce qui favorise le traitement rapide des enjeux liés à la chaîne d'approvisionnement.
- Le scénario pessimiste consensuel : ce scénario suppose un choc temporaire défavorable du côté de la demande. L'inflation chute sous le seuil du scénario central et se rapproche de la cible de la banque centrale à un rythme légèrement plus rapide. Le nombre de cas de COVID-19 sont en hausse, des restrictions sont remises en place et la confiance est minée par cette augmentation du nombre de cas. Les tensions géopolitiques sont exacerbées et la guerre entre l'Ukraine et la Russie s'intensifie.
- Le premier scénario pessimiste : ce scénario suppose un choc du côté de l'offre déclenché par une aggravation de la guerre et des sanctions plus lourdes, ce qui crée une récession mondiale. L'inflation est à son plus haut en 2022 et demeure élevée durant une période prolongée en raison du choc du côté de l'offre et de la spirale des salaires. Une convergence vers le scénario central est observée après 2024. Les risques liés à la COVID-19 diminuent progressivement et la guerre s'intensifie et s'enlise mais ne s'étend pas à d'autres pays.
- Le deuxième scénario pessimiste : ce scénario suppose une récession mondiale au cours de laquelle l'inflation bondit pour chuter par la suite. Un choc du côté de l'offre stimule l'inflation durant quatre trimestres, avant qu'une baisse de la demande ne cause un recul marqué de l'inflation. Plusieurs risques se confirment de manière simultanée, notamment l'escalade de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, l'accentuation des ratés de la chaîne d'approvisionnement et l'émergence d'un variant de la COVID-19 résistant au vaccin qui obligerait les autorités sanitaires à instaurer des mesures très sévères.

Le tableau ci-après indique les principales variables macroéconomiques et les probabilités attribuées aux scénarios économiques consensuels ainsi qu'aux scénarios supplémentaires.

Projections macroéconomiques^{1, 2}

	Scénario central	Scénario optimiste consensuel			Scénario pessimiste consensuel			Premier scénario pessimiste			Deuxième scénario pessimiste		
	Moyenne quinquennale	Moyenne quinquennale	Meilleurs résultats		Moyenne quinquennale	Pires résultats		Moyenne quinquennale	Pires résultats		Moyenne quinquennale	Pires résultats	
30 juin 2022													
Croissance du PIB (%)	2,2	3,3	5,9 (T2 23)		1,0	(0,8) (T2 23)		1,3	(0,6) (T4 23)		0,8	(3,4) (T3 23)	
Taux de chômage (%)	5,5	5,1	4,4 (T1 23)		6,1	6,6 (T2 24)		7,8	8,0 (T2 24)		9,0	11,1 (T4 23)	
Indice de prix des logements (%)	2,6	4,1	18,2 (T3 22)		1,0	(9,0) (T2 23)		1,8	(8,2) (T4 23)		(3,3)	(30,1) (T3 23)	
Prix du pétrole Brent (\$US le baril)	85,6	118,5	187,9 (T1 23)		71,1	57,4 (T1 23)		96,0	114,4 (T3 22)		89,3	74,0 (T2 24)	
Taux d'inflation	2,5	3,4	3,8 (T2 24)		1,7	4,3 (T2 22)		3,0	6,3 (T4 22)		2,4	7,2 (T4 22)	
Probabilité (%)	60		5			15			10			10	
31 décembre 2021													
Croissance du PIB (%)	2,5	4,0	9,1 (T3 22)		1,6	(0,5) (T4 22)		—	—	—	0,4	(13,9) (T4 22)	
Taux de chômage (%)	5,9	5,5	5,0 (T2 23)		6,4	7,3 (T3 22)		—	—	—	9,4	11,5 (T2 23)	
Indice de prix des logements (%)	3,3	5,8	16,0 (T4 22)		1,7	(2,3) (T4 22)		—	—	—	(2,2)	(23,8) (T1 23)	
Prix du pétrole Brent (\$US le baril)	66,1	79,1	101,8 (T2 22)		54,3	34,9 (T4 22)		—	—	—	40,0	26,4 (T1 23)	
Taux d'inflation	2,2	2,5	2,7 (T4 23)		1,9	3,1 (T1 22)					0,9	3,0 (T1 22)	
Probabilité (%)	75		10			10			—			5	

1 Les projections macroéconomiques au 30 juin 2022 sont fondées sur les moyennes de la période allant du T3 2022 au T2 2027 (moyennes de la période allant du T1 2022 au T4 2026 au 31 décembre 2021).

2 Les pires ou les meilleurs résultats renvoient au trimestre où le creux ou le sommet de la variable concernée a été enregistré, pour les deux premières années du scénario.

Probabilités attribuées dans les scénarios

Les pondérations attribuées aux scénarios ont changé en regard de celles employées au 31 décembre 2021. Compte tenu des incertitudes accrues et de la volatilité financière et économique causées par la forte inflation et l'augmentation des taux d'intérêt dans la première moitié de 2022, la direction a attribué des pondérations plus élevées aux scénarios pessimistes. Au 30 juin 2022, une pondération combinée de 65 % (85 % au 31 décembre 2021) avait été attribuée aux scénarios central et optimiste consensuels et une pondération de 35 % (15 % au 31 décembre 2021) avait été attribuée aux scénarios pessimistes.

Ajustements subjectifs de la direction

Dans le cadre d'IFRS 9, les ajustements subjectifs apportés par la direction constituent des hausses ou des baisses à court terme des PCA, au niveau des clients ou des portefeuilles, de sorte à tenir compte de récents événements majeurs, des lacunes des modèles et des jugements des spécialistes du crédit durant l'examen et la critique des modèles par la direction.

Ces ajustements comprennent l'amélioration des données d'entrée, et l'utilisation des résultats des modèles ajustés selon le jugement de la direction et d'analyses quantitatives plus détaillées afin de définir les répercussions qu'il est difficile de modéliser.

Au 30 juin 2022, la direction avait posé des jugements subjectifs afin de refléter la dynamique du risque de crédit non prise en compte dans nos modèles. Les facteurs exigeant des ajustements subjectifs de la part de la direction continuent d'évoluer en phase avec la conjoncture économique.

Lorsque les perspectives macroéconomiques et celles concernant les risques liés aux portefeuilles s'améliorent sans cesse, comme en font foi de faibles taux de défaillance, les ajustements apportés dans le but de refléter l'accroissement prévu des risques sont retranchés ou réduits.

Par contre, d'autres ajustements sont augmentés si aucune amélioration des perspectives quant aux risques des portefeuilles n'est attendue ou si les résultats modélisés se révèlent trop sensibles, vu la légère dégradation des portefeuilles sous-jacents observée durant la présente pandémie, ou s'il appert que les risques propres à un secteur n'ont pas été adéquatement évalués.

Nous avons instauré des mesures de gouvernance interne afin de surveiller régulièrement les ajustements subjectifs de la direction et, lorsque cela est possible, de réduire le recours à ceux-ci par voie du recalibrage ou de la refonte des modèles, au fil du temps, selon ce qui convient.

Les ajustements subjectifs que la direction a apportés afin d'estimer les PCA présentées au 30 juin 2022 sont indiqués dans le tableau suivant.

Ajustements subjectifs de la direction aux PCA¹

	Prêts de détail M\$	Prêts de gros M\$	Total M\$
Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles	11	116	127
Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs	20	—	20
30 juin 2022	31	116	147
Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles	32	122	154
Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs	21	—	21
31 décembre 2021	53	122	175

¹ Les ajustements subjectifs de la direction présentés dans ce tableau reflètent des hausses des PCA.

Si la direction juge qu'il se peut que des ajustements aux PCA soient nécessaires, elle les apporte selon la répartition des expositions en fonction des stades. De plus, dans la mesure où les ajustements sont motivés par des changements dans l'appréciation du risque de crédit ou y sont imputables, la direction tient compte du stade approprié que ce soit pour un prêt individuel lorsque cela est possible ou pour un ensemble de prêts dans un secteur si cela se révèle nécessaire.

Lorsque nous procédons à de tels ajustements, nous évaluons si le risque de crédit a changé fortement ou non. Advenant, que pour un compte ou un portefeuille, un changement important du risque de crédit est décelé, nous transférons les prêts concernés entre les stades 1 et 2 selon que le changement est positif ou négatif en regard du modèle. L'ajustement correspondant aux PCA est fondé sur la répartition des stades dans le portefeuille, les prêts de stade 1 étant mesurés en fonction des PCA sur 12 mois, alors que ceux de stade 2 le sont d'après les PCA sur leur durée de vie.

Analyse de sensibilité des scénarios économiques liés aux estimations des PCA

La direction a évalué la sensibilité des résultats des PCA à la lumière des prévisions économiques et en a tenu compte dans le processus de gouvernance des PCA en recalculant celles-ci selon chacun des scénarios indiqués ci-dessus pour quelques portefeuilles, en attribuant une pondération de 100 % à chacun de ces scénarios à tour de rôle. La pondération est prise en compte pour déterminer s'il y a une augmentation significative du risque de crédit ainsi que pour évaluer les PCA en résultant.

Les PCA calculées pour les scénarios optimiste et pessimiste ne doivent pas être considérées comme représentatives des pertes de crédit minimales et maximales qui pourraient réellement être subies. L'incidence des défaillances qui pourraient survenir dans l'avenir aux termes de scénarios économiques différents est prise en compte en recalculant les PCA liées aux prêts de stades 1 et 2 à la date du bilan. Le groupe de prêts de stade 3 (en défaillance) à cette date demeure le même aux fins de ces calculs de la sensibilité. Les PCA liées aux prêts de stade 3 ne sont sensibles à des changements de prévisions économiques que si la perte en cas de défaillance d'un portefeuille donné l'est également.

L'analyse de sensibilité des portefeuilles de prêts de gros et de ceux de détail tient compte des ajustements subjectifs de la direction, selon ce qui convient pour chaque scénario.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de gros, l'analyse de sensibilité exclut les PCA et les instruments financiers associés aux débiteurs en situation de défaut étant donné que la mesure des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs et qu'il est impossible d'isoler l'incidence des facteurs macroéconomiques dans le cadre d'évaluations individuelles.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de détail, l'analyse de sensibilité inclut les PCA liées aux prêts et avances à des clients en situation de défaut étant donné que les PCA des portefeuilles de prêts hypothécaires garantis, ce qui inclut les prêts de tout stade, sont sensibles aux variables macroéconomiques.

Analyse des portefeuilles de prêts de gros

Les portefeuilles ci-dessous ont été sélectionnés en fonction de leur apport aux PCA et de leur sensibilité aux facteurs macroéconomiques.

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

PCA associées aux instruments financiers exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation²

	30 juin 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
PCA présentées	147	192
Scénario central consensuel – 100 %	37	125
Scénario optimiste consensuel – 100 %	24	78
Scénario pessimiste consensuel – 100 %	66	192
Premier scénario pessimiste – 100 %	110	—
Deuxième scénario pessimiste – 100 %	908	1 431
Valeur comptable brute/valeur nominale ³	108 230	109 335

- 1 Exclut les PCA et les instruments financiers en lien avec des débiteurs en situation de défaut étant donné que le calcul des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs.
- 2 Inclut les instruments financiers hors bilan exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation.
- 3 Inclut les instruments financiers présentant un faible risque de crédit, tels les instruments d'emprunt à la JVAERG, lesquels ont une valeur comptable élevée, mais de faibles PCA aux termes de tous ces scénarios.

Analyse des portefeuilles de prêts de détail

Les expositions modélisées au moyen de l'approche réservée aux petits portefeuilles ont été exclues de l'analyse de sensibilité.

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

PCA associées aux prêts et avances à des clients ²	30 juin 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
PCA présentées	67	71
Scénario central consensuel – 100 %	61	69
Scénario optimiste consensuel – 100 %	59	66
Scénario pessimiste consensuel – 100 %	66	74
Premier scénario pessimiste – 100 %	72	—
Deuxième scénario pessimiste – 100 %	102	112
Valeur comptable brute	36 302	35 440

- 1 La sensibilité des PCA ne tient pas compte des portefeuilles pour lesquels les méthodes de modélisation sont moins complexes.
- 2 La sensibilité des PCA ne tient compte que des instruments financiers figurant au bilan et auxquels s'appliquent les dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Note	Trimestre clos le							
		30 juin 2022				30 juin 2021			
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période		67	114	141	322	49	220	160	429
Transferts d'instruments financiers	2	20	(19)	(1)	—	59	(60)	1	—
– transferts du stade 1 au stade 2		(3)	3	—	—	(1)	1	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1		22	(22)	—	—	59	(59)	—	—
– transferts vers le stade 3		—	(1)	1	—	—	(3)	3	—
– transferts hors du stade 3		1	1	(2)	—	1	1	(2)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(11)	4	—	(7)	(20)	2	—	(18)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		7	—	—	7	4	—	—	4
Variations des paramètres de risque		(32)	54	67	89	(21)	7	9	(5)
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(1)	(4)	—	(5)	(1)	(4)	(4)	(9)
Actifs sortis du bilan		—	—	(126)	(126)	—	—	(19)	(19)
Change		1	1	1	3	—	—	(1)	(1)
Solde à la clôture de la période		51	150	82	283	70	165	146	381
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(37)	54	67	84	(38)	5	5	(28)
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(3)	(3)	—	—	(1)	(1)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(37)	54	64	81	(38)	5	4	(29)

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Note	Semestre clos le							
		30 juin 2022				30 juin 2021			
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période		78	163	128	369	56	249	148	453
Transferts d'instruments financiers	2	47	(67)	20	—	90	(92)	2	—
– transferts du stade 1 au stade 2		(5)	5	—	—	(4)	4	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1		50	(50)	—	—	93	(93)	—	—
– transferts vers le stade 3		—	(26)	26	—	—	(5)	5	—
– transferts hors du stade 3		2	4	(6)	—	1	2	(3)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(29)	7	—	(22)	(34)	7	—	(27)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		11	—	—	11	7	—	—	7
Variations des paramètres de risque		(54)	57	64	67	(47)	8	31	(8)
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(2)	(10)	(1)	(13)	(2)	(6)	(5)	(13)
Actifs sortis du bilan		—	—	(130)	(130)	—	—	(29)	(29)
Change		—	—	1	1	—	(1)	(1)	(2)
Solde à la clôture de la période		51	150	82	283	70	165	146	381
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(74)	54	63	43	(76)	9	26	(41)
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(4)	(4)	—	—	(3)	(3)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(74)	54	59	39	(76)	9	23	(44)

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

	Au 30 juin 2022	Semestre clos le 30 juin 2022	Au 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2021
	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit M\$	Charge/ (reprise) au titre des PCA M\$	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit M\$	Charge/ (reprise) au titre des PCA M\$
Tel qu'indiqué précédemment	283	39	381	(44)
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	25	1	32	(10)
Contrats de garantie de bonne exécution	7	—	8	(1)
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	—	(1)
Total de la correction de valeur pour PCA/Total de la charge/(reprise) comptabilisée à l'état du résultat net au titre des PCA pour la période	315	40	421	(56)

Qualité de crédit des instruments financiers*

Nous évaluons la qualité de crédit de tous les instruments financiers qui sont exposés au risque de crédit. La qualité de crédit des instruments financiers reflète une évaluation à un moment précis de leur probabilité de défaillance, alors que les stades 1 et 2 selon IFRS 9 sont déterminés en fonction de la détérioration relative de la qualité de crédit depuis la constatation initiale. Par conséquent, en ce qui concerne les

instruments financiers non douteux, il n'existe aucun lien direct entre l'évaluation de la qualité de crédit et les stades 1 et 2 selon IFRS 9 même si, typiquement, la proportion des fourchettes inférieures de la qualité de crédit est plus importante au stade 2.

Définitions servant au classement selon la qualité

- Les prêts de la catégorie « excellente » sont associés à une grande capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à une probabilité de défaillance négligeable ou faible et/ou de faibles niveaux de pertes prévues.
- Les prêts de la catégorie « bonne » doivent faire l'objet d'une surveillance un peu plus étroite et sont associés à une bonne capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à un faible risque de défaillance.
- Les prêts de la catégorie « satisfaisante » doivent faire l'objet d'une surveillance plus étroite, les emprunteurs étant en mesure ou assez en mesure de respecter leurs engagements financiers, et sont associés à un risque de défaillance modéré.
- Les prêts de la catégorie « faible » exigent une attention soutenue, à divers degrés, et sont associés à un risque de défaillance plus inquiétant.
- Les prêts de la catégorie « douteuse » sont jugés comme douteux.

Les cinq catégories de classement de la qualité définies ci-dessus englobent toutes une fourchette de notations de crédit internes détaillées qui ont été attribuées aux activités d'octroi de prêts de gros et de prêts personnels ainsi que des notations externes qui ont été accordées par des agences externes aux titres de créance.

La qualité de crédit des prêts personnels est présentée en fonction d'une probabilité de défaillance sur 12 mois établie à un moment précis et au moyen de pondérations probabilistes. La qualité de crédit des prêts de gros est fondée sur des notations internes du risque de crédit.

Classement selon la qualité de crédit

	Titres de créance et autres lettres de change		Prêts de gros		Prêts personnels
	Notation externe	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle et des pondérations probabilistes (%)
Classement selon la qualité					
Excellente	A- et supérieure	CRR1 à CRR2	0,000-0,169	Fourchettes 1 et 2	0,000-0,500
Bonne	BBB+ à BBB-	CRR3	0,170-0,740	Fourchette 3	0,501-1,500
Satisfaisante	BB+ à B et non noté	CRR4 à CRR5	0,741-4,914	Fourchettes 4 et 5	1,501-20,000
Faible	B- à C	CRR6 à CRR8	4,915-99,999	Fourchette 6	20,001-99,999
Douteuse	Défaillance	CRR9 à CRR10	100,000	Fourchette 7	100,000

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers*

	Valeur comptable brute/valeur nominale						Correction de valeur pour PCA	Valeur nette
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$	Total M\$		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	16 515	—	—	—	—	16 515	—	16 515
– stade 1	16 515	—	—	—	—	16 515	—	16 515
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	38 072	21 536	13 029	1 655	294	74 586	(260)	74 326
– stade 1	37 837	18 869	9 782	282	—	66 770	(42)	66 728
– stade 2	235	2 667	3 247	1 373	—	7 522	(136)	7 386
– stade 3	—	—	—	—	294	294	(82)	212
Prêts et avances à des banques au coût amorti	517	—	—	—	—	517	—	517
– stade 1	517	—	—	—	—	517	—	517
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	20 270	2 028	1 047	62	17	23 424	(25)	23 399
– stade 1	20 270	2 028	925	8	—	23 231	(3)	23 228
– stade 2	—	—	122	54	—	176	(5)	171
– stade 3	—	—	—	—	17	17	(17)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	75 374	23 564	14 076	1 717	311	115 042	(285)	114 757
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	65,5 %	20,5 %	12,2 %	1,5 %	0,3 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	17 477	18 907	8 213	723	167	45 487	(22)	45 465
– stade 1	17 241	17 201	6 690	124	—	41 256	(8)	41 248
– stade 2	236	1 706	1 523	599	—	4 064	(14)	4 050
– stade 3	—	—	—	—	167	167	—	167
Garanties financières ²	1 069	427	255	69	31	1 851	(1)	1 850
– stade 1	1 069	415	252	41	—	1 777	(1)	1 776
– stade 2	—	12	3	28	—	43	—	43
– stade 3	—	—	—	—	31	31	—	31
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	18 546	19 334	8 468	792	198	47 338	(23)	47 315
Au 30 juin 2022	93 920	42 898	22 544	2 509	509	162 380	(308)	162 072

¹ Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers (suite)*

	Valeur comptable brute/valeur nominale					Total M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur nette M\$
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$			
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	14 962	—	—	—	—	14 962	—	14 962
– stade 1	14 962	—	—	—	—	14 962	—	14 962
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	35 475	17 915	13 937	1 364	342	69 033	(334)	68 699
– stade 1	35 300	16 653	10 321	219	—	62 493	(62)	62 431
– stade 2	175	1 262	3 616	1 145	—	6 198	(145)	6 053
– stade 3	—	—	—	—	342	342	(127)	215
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 659	—	—	—	—	1 659	—	1 659
– stade 1	1 659	—	—	—	—	1 659	—	1 659
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	23 733	2 513	1 776	92	20	28 134	(28)	28 106
– stade 1	23 732	2 480	1 550	6	—	27 768	(3)	27 765
– stade 2	1	33	226	86	—	346	(5)	341
– stade 3	—	—	—	—	20	20	(20)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	75 829	20 428	15 713	1 456	362	113 788	(362)	113 426
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	66,6 %	18,0 %	13,8 %	1,3 %	0,3 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	17 597	19 251	8 994	836	59	46 737	(31)	46 706
– stade 1	17 083	18 326	6 891	103	—	42 403	(15)	42 388
– stade 2	514	925	2 103	733	—	4 275	(16)	4 259
– stade 3	—	—	—	—	59	59	—	59
Garanties financières ²	1 113	497	245	73	21	1 949	(4)	1 945
– stade 1	1 113	488	235	12	—	1 848	(1)	1 847
– stade 2	—	9	10	61	—	80	(2)	78
– stade 3	—	—	—	—	21	21	(1)	20
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	18 710	19 748	9 239	909	80	48 686	(35)	48 651
Au 31 déc. 2021	94 539	40 176	24 952	2 365	442	162 474	(397)	162 077

- 1 Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

- 2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapport de gestion

Prêts de gros

Total des prêts de gros – Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Notes	Au			
		30 juin 2022		31 déc. 2021	
		Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$
Grandes sociétés et entreprises					
– agriculture, foresterie et pêches		838	—	646	(3)
– extraction minière et exploitation de carrières	1	1 569	(31)	1 211	(69)
– fabrication		6 600	(24)	5 406	(31)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné		228	(11)	250	(19)
– aqueduc, égouts, gestion des déchets et remise en état		136	—	118	(1)
– construction		962	(12)	869	(12)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes		7 217	(20)	6 024	(27)
– aviation, transport et entreposage		3 055	(8)	2 860	(29)
– hébergement et restauration		1 601	(20)	1 485	(26)
– édition, audiovisuel et diffusion		762	—	775	(1)
– immobilier		10 305	(37)	9 692	(19)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques		840	(2)	725	(1)
– services administratifs et de soutien		856	(14)	837	(9)
– éducation		114	—	39	—
– santé et soins		414	—	259	—
– arts, divertissements et loisirs		254	(1)	285	(2)
– autres services		105	(1)	220	(2)
– gouvernement		34	—	32	—
– institutions financières non bancaires		2 281	(4)	1 959	(8)
Total		38 171	(185)	33 692	(259)
Par région	2				
Canada		35 902	(180)	31 569	(235)
– Colombie-Britannique		10 578	(23)	9 323	(31)
– Ontario		13 733	(86)	12 077	(78)
– Alberta		5 105	(43)	4 783	(91)
– Québec		4 491	(12)	3 656	(18)
– Saskatchewan et Manitoba		1 233	(15)	1 153	(16)
– Provinces de l'Atlantique		762	(1)	577	(1)
États-Unis d'Amérique		1 302	(4)	1 103	(6)
Autres		967	(1)	1 020	(18)
Total		38 171	(185)	33 692	(259)

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 59 % de la valeur comptable brute et 92 % de la correction de valeur pour PCA au 30 juin 2022 (environ 86 % de la valeur comptable brute et 96 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2021).

2 L'emplacement géographique provincial est établi en fonction de l'adresse de la succursale qui a octroyé le prêt et l'emplacement géographique à l'étranger est fondé sur le pays de constitution.

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Note	Trimestre clos le							
		30 juin 2022				30 juin 2021			
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période		56	67	125	248	36	160	142	338
Transferts d'instruments financiers :	2	1	(1)	—	—	41	(41)	—	—
– transferts du stade 1 au stade 2		(3)	3	—	—	(1)	1	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1		4	(4)	—	—	41	(41)	—	—
– transferts vers le stade 3		—	—	—	—	—	(1)	1	—
– transferts hors du stade 3		—	—	—	—	1	—	(1)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(2)	2	—	—	(17)	1	—	(16)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		6	—	—	6	3	—	—	3
Variations des paramètres de risque		(23)	34	64	75	(4)	(6)	5	(5)
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		—	(2)	—	(2)	(1)	(1)	(3)	(5)
Actifs sortis du bilan		—	—	(123)	(123)	—	—	(16)	(16)
Change		1	1	1	3	—	—	(1)	(1)
Solde à la clôture de la période		39	101	67	207	58	113	127	298
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(19)	34	64	79	(19)	(6)	2	(23)
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(1)	(1)	—	—	—	—
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(19)	34	63	78	(19)	(6)	2	(23)

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Note	Semestre clos le							
		30 juin 2022				30 juin 2021			
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période		67	119	106	292	40	196	129	365
Transferts d'instruments financiers :	2	14	(37)	23	—	63	(63)	—	—
– transferts du stade 1 au stade 2		(4)	4	—	—	(3)	3	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1		18	(18)	—	—	65	(65)	—	—
– transferts vers le stade 3		—	(23)	23	—	—	(1)	1	—
– transferts hors du stade 3		—	—	—	—	1	—	(1)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(10)	3	—	(7)	(28)	4	—	(24)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		9	—	—	9	5	—	—	5
Variations des paramètres de risque		(40)	22	61	43	(21)	(22)	25	(18)
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(1)	(6)	—	(7)	(1)	(1)	(3)	(5)
Actifs sortis du bilan		—	—	(124)	(124)	—	—	(23)	(23)
Change		—	—	1	1	—	(1)	(1)	(2)
Solde à la clôture de la période		39	101	67	207	58	113	127	298
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(42)	19	61	38	(45)	(19)	22	(42)
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(1)	(1)	—	—	—	—
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(42)	19	60	37	(45)	(19)	22	(42)

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Rapport de gestion

En regard de ce qu'elle était au 31 décembre 2021, la correction de valeur pour PCA liées aux prêts de gros a diminué de 85 M\$, ou 29 %, et la variation des PCA liées à ces prêts au cours du semestre clos le 30 juin 2022 s'est traduite par une charge de 37 M\$ à l'état du résultat net.

Pour le semestre, la charge a découlé essentiellement d'une charge importante au titre des pertes de crédit attendues sur les prêts de stade 3 en raison d'un prêt d'un montant important dans le secteur de l'aviation. Ce prêt a été sorti du bilan au deuxième trimestre de 2022 à cause de nouveaux facteurs défavorables. La variation des pertes de crédit attendues au titre des prêts productifs a également donné lieu à une reprise liée à ces prêts en raison surtout des corrections de valeur essentiellement attribuables à la COVID-19 au premier trimestre, les variables macroéconomiques de quatre des scénarios ayant servi à estimer les pertes de crédit attendues s'étant quelque peu améliorées. Ce facteur a été atténué par la constatation, au deuxième trimestre, d'une charge au titre des prêts productifs reflétant une détérioration des variables macroéconomiques prospectives en raison des répercussions des pressions inflationnistes et des

ratés de la chaîne d'approvisionnement causés par la pandémie et l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La charge de 37 M\$ au titre des PCA pour le semestre clos le 30 juin 2022 qui est présentée dans le tableau ci-dessus est constituée d'une charge de 43 M\$ associée aux changements des paramètres de risque sous-jacents, incluant l'incidence sur la qualité du crédit des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre, d'une reprise de 7 M\$ qui a trait aux conséquences des transferts entre les stades sur la réévaluation nette et enfin d'une charge de 2 M\$ imputable aux fluctuations nettes sous-jacentes des volumes. Des reprises sur pertes de valeur de 1 M\$ ont été constatées durant le semestre clos le 30 juin 2022.

Le total de la couverture des PCA liées aux prêts et avances à des clients des services aux grandes sociétés et entreprises se situait à 0,5 % au 30 juin 2022, ce qui signale une baisse de 0,3 % comparativement à celui au 31 décembre 2021.

Prêts personnels

Total des prêts personnels - Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Note	Au			
		30 juin 2022		31 déc. 2021	
		Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$
Prêts hypothécaires résidentiels		33 336	(33)	32 406	(36)
Marges de crédit sur l'avoir propre		1 433	(8)	1 404	(8)
Facilités de crédit personnel renouvelables		450	(10)	471	(11)
Autres facilités de crédit personnel		803	(7)	673	(4)
Portefeuille de prêts de détail sur cartes de crédit		364	(14)	354	(12)
Portefeuille de prêts à la consommation en voie de liquidation		29	(3)	33	(4)
Total		36 415	(75)	35 341	(75)
Par région	1, 2				
Canada		36 396	(74)	35 322	(75)
– Colombie-Britannique		15 791	(29)	15 722	(32)
– Ontario		16 532	(30)	15 576	(30)
– Alberta		1 812	(7)	1 802	(6)
– Québec		1 634	(5)	1 603	(4)
– Saskatchewan et Manitoba		337	(1)	342	(1)
– Provinces de l'Atlantique		284	(2)	273	(2)
– Territoires		6	—	4	—
Autres		19	(1)	19	—
Total		36 415	(75)	35 341	(75)

1 L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse des propriétés dans le cas des prêts garantis par des biens immobiliers et sur celle des clients dans le cas des autres prêts.

2 Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice à l'étude.

Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Note	Trimestre clos le							
		30 juin 2022				30 juin 2021			
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période		11	47	16	74	13	60	18	91
Transferts d'instruments financiers :	2	19	(18)	(1)	—	18	(19)	1	—
– transferts du stade 1 au stade 2		—	—	—	—	—	—	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1		18	(18)	—	—	18	(18)	—	—
– transferts vers le stade 3		—	(1)	1	—	—	(2)	2	—
– transferts hors du stade 3		1	1	(2)	—	—	1	(1)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(9)	2	—	(7)	(3)	1	—	(2)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		1	—	—	1	1	—	—	1
Variations des paramètres de risque		(9)	20	3	14	(17)	13	4	—
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(1)	(2)	—	(3)	—	(3)	(1)	(4)
Actifs sortis du bilan		—	—	(3)	(3)	—	—	(3)	(3)
Solde à la clôture de la période		12	49	15	76	12	52	19	83
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(18)	20	3	5	(19)	11	3	(5)
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(2)	(2)	—	—	(1)	(1)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(18)	20	1	3	(19)	11	2	(6)

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Note	Semestre clos le							
		30 juin 2022				30 juin 2021			
		Non douteux		Douteux		Douteux		Non douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période		11	44	22	77	16	53	19	88
Transferts d'instruments financiers :	2	33	(30)	(3)	—	27	(29)	2	—
– transferts du stade 1 au stade 2		(1)	1	—	—	(1)	1	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1		32	(32)	—	—	28	(28)	—	—
– transferts vers le stade 3		—	(3)	3	—	—	(4)	4	—
– transferts hors du stade 3		2	4	(6)	—	—	2	(2)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(19)	4	—	(15)	(6)	3	—	(3)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		2	—	—	2	2	—	—	2
Variations des paramètres de risque		(14)	35	3	24	(26)	30	6	10
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(1)	(4)	(1)	(6)	(1)	(5)	(2)	(8)
Actifs sortis du bilan		—	—	(6)	(6)	—	—	(6)	(6)
Change		—	—	—	—	—	—	—	—
Solde à la clôture de la période		12	49	15	76	12	52	19	83
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(32)	35	2	5	(31)	28	4	1
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(3)	(3)	—	—	(3)	(3)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(32)	35	(1)	2	(31)	28	1	(2)

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Rapport de gestion

Le total de la correction de valeur pour PCA liées aux prêts personnels a diminué de 1 M\$, ou 1 %, au cours du semestre clos le 30 juin 2022. La charge de 2 M\$ au titre des PCA pour le semestre à l'étude qui est présentée dans le tableau ci-dessus est constituée d'une reprise de 15 M\$ qui a trait aux conséquences des transferts entre les stades sur la réévaluation nette et d'une reprise de 4 M\$ imputable aux fluctuations nettes sous-jacentes des volumes, ce qui a été contrebalancé par une charge de 24 M\$ au titre des changements des paramètres de risque sous-jacents, incluant l'incidence, sur la qualité du crédit, des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre. Des reprises sur pertes de valeur de 3 M\$ ont été constatées au cours du premier semestre de l'exercice à l'étude.

Les sorties du bilan ont résulté principalement des prêts sur cartes et des facilités de crédit personnel.

Prêts hypothécaires et marges de crédit sur l'avoir propre

Les portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur l'avoir propre de la banque sont jugés à faible risque puisque la plupart d'entre eux sont garantis par une sûreté de premier rang grevant le bien immobilier sous-jacent.

Les tableaux ci-après présentent en détail la façon dont la banque atténue davantage le risque par une diversification géographique des marchés où elle exerce ses activités et par la souscription d'assurances couvrant la défaillance potentielle des emprunteurs. Par ailleurs, la banque s'impose des normes strictes en matière de souscription et de surveillance des portefeuilles dans le but d'en maintenir la qualité.

Assurance et répartition géographique^{1, 5}

	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur l'avoir propre ²		
	Assurés ³		Non assurés ³		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%	M\$	M\$	%
Colombie-Britannique	1 472	10 %	13 324	90 %	14 796	687	100 %
Ouest canadien ⁴	838	44 %	1 061	56 %	1 899	146	100 %
Ontario	2 656	17 %	13 203	83 %	15 859	546	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	732	42 %	1 016	58 %	1 748	68	100 %
Au 30 juin 2022	5 698	17 %	28 604	83 %	34 302	1 447	100 %
Colombie-Britannique	1 520	10 %	13 184	90 %	14 704	688	100 %
Ouest canadien ⁴	868	46 %	1 008	54 %	1 876	152	100 %
Ontario	2 700	18 %	12 261	82 %	14 961	517	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	740	44 %	950	56 %	1 690	67	100 %
Au 31 déc. 2021	5 828	18 %	27 403	82 %	33 231	1 424	100 %

¹ La répartition géographique est fonction de l'emplacement des propriétés.

² Les marges de crédit sur l'avoir propre sont des marges de crédit garanties par la valeur nette d'une propriété.

³ Les prêts hypothécaires assurés sont protégés des pertes potentielles liées aux emprunteurs par la souscription d'une assurance auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres assureurs privés autorisés.

⁴ La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

⁵ Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoir propre comprennent des prêts de gros et des prêts personnels.

Durée d'amortissement¹

	Prêts hypothécaires résidentiels		
	≤ 20 ans	> 20 à ≤ 25 ans	> 25 à ≤ 30 ans
Au 30 juin 2022	17,2 %	63,6 %	19,2 %
Au 31 déc. 2021	17,5 %	62,4 %	20,1 %

¹ La durée d'amortissement est fondée sur la durée résiduelle des prêts hypothécaires résidentiels.

Ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts^{1, 2}

	À la clôture du trimestre	
	Ratio prêt-valeur des prêts non assurés (en %) ³	
	Prêts hypothécaires résidentiels %	Marges de crédit sur l'avoir propre %
Colombie-Britannique	60,1 %	53,6 %
Ouest canadien ⁴	67,5 %	66,6 %
Ontario	61,0 %	56,7 %
Québec et provinces de l'Atlantique	65,4 %	60,6 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 30 juin 2022	61,6 %	56,6 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 déc. 2021	63,2 %	57,8 %

¹ Tous les nouveaux prêts et toutes les nouvelles marges de crédit sur l'avoir propre ont été octroyés par la banque. Aucune acquisition n'a été effectuée durant la période.

² Les nouveaux prêts excluent les renouvellements des prêts hypothécaires déjà consentis.

³ Les ratios prêt-valeur sont de simples moyennes calculées à partir de la valeur des propriétés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire.

⁴ La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

Répercussions potentielles d'un ralentissement économique sur les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoir propre

La banque soumet son portefeuille de prêts personnels à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence d'une augmentation du taux de chômage et des taux d'intérêt, d'une baisse de la valeur des propriétés et des fluctuations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. L'augmentation potentielle des pertes liées au portefeuille de prêts hypothécaires en cas de détérioration de l'économie est jugée surmontable

compte tenu de la diversification de ce portefeuille, de son faible ratio prêt-valeur et des stratégies d'atténuation des risques en place.

Prêts douteux

Le tableau ci-après renferme une analyse de la valeur comptable brute des prêts et avances à des banques et à des clients qui sont considérés comme douteux (actifs financiers de stade 3).

Prêts et avances douteux à des banques et à des clients*

	Notes	Au			
		30 juin 2022		31 déc. 2021	
		Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$
Grandes sociétés et entreprises		187	(67)	212	(105)
– agriculture, foresterie et pêches		3	—	3	(1)
– extraction minière et exploitation de carrières	1	67	(15)	108	(42)
– fabrication		25	(15)	25	(13)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné		19	(11)	20	(19)
– construction		9	(4)	9	(7)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes		35	(14)	35	(14)
– aviation, transport et entreposage		11	—	4	(2)
– hébergement et restauration		—	—	1	(1)
– immobilier		1	(1)	1	(1)
– services administratifs et de soutien		16	(7)	4	(4)
– institutions financières non bancaires		1	—	2	(1)
Ménages	2	107	(15)	130	(22)
Prêts et avances à des banques		—	—	—	—
Total		294	(82)	342	(127)

¹ La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 83 % de la valeur comptable brute et 84 % de la correction de valeur pour PCA au 30 juin 2022 (environ 99 % de la valeur comptable brute et 94 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2021).

² La catégorie Ménages tient compte du portefeuille de prêts personnels.

Risque de trésorerie

Aperçu

Le risque de trésorerie s'entend du risque que nous ne disposions pas de suffisamment de capital, de liquidités ou de ressources de financement pour respecter nos obligations financières et les exigences que nous impose la réglementation. Il englobe le risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence négative sur notre résultat ou notre capital.

Le risque de trésorerie découle des changements dans les ressources et profils de risque respectifs en raison des comportements des clients, des décisions prises par la direction ou de la conjoncture externe.

Méthode et politique

Notre objectif en matière de gestion du risque de trésorerie est d'assurer le maintien de niveaux appropriés pour ce qui est du capital, des liquidités, du financement, des devises et du risque de marché de sorte à soutenir notre stratégie commerciale et veiller au respect des exigences réglementaires et de celles concernant les simulations de crise.

Notre méthode de gestion du risque de trésorerie est fonction de nos besoins stratégiques et organisationnels, lesquels tiennent compte des cadres réglementaires, économique et commercial. Nous entendons maintenir une excellente base de capital et de liquidités afin de favoriser la gestion des risques inhérents à nos activités et de procéder aux investissements que dicte notre stratégie, tout en respectant, en tout temps, les exigences réglementaires locales et consolidées.

Notre politique s'appuie sur notre cadre de gestion des risques, notre programme interne d'évaluation de l'adéquation du capital (« PIEAC ») et notre processus d'évaluation interne de la suffisance des liquidités (« PEISL »). Ce cadre met en jeu plusieurs mesures qui concordent avec celles servant à l'appréciation des risques à des fins internes et à des fins réglementaires.

Le PIEAC et le PEISL permettent d'obtenir une évaluation de la suffisance du capital et des liquidités de la banque, compte tenu des mesures de risque, du modèle d'affaires, de la stratégie, de la performance et de la planification, des risques inhérents au capital ainsi que des conséquences des simulations de crise sur le capital et sur les liquidités.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de trésorerie » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de trésorerie ainsi que de ses politiques et méthodes actuelles.

Appréciation du capital et du risque de liquidité et de financement

Notre cadre de gestion du capital intègre les principaux degrés de tolérance à ce risque eu égard au ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1, au ratio du capital de catégorie 1, au ratio de capital total et au ratio de levier. Un profil approprié du risque de liquidité et de financement est géré au moyen des paramètres critiques de la tolérance au risque qu'emploie le conseil, ce qui inclut le ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou « LCR »), le ratio de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* ou « NSFR ») et la mesure interne du calcul des liquidités (« MICL »).

Le BSIF a publié la version finale de sa ligne directrice concernant les réformes de Bâle III en janvier 2022, et la banque continue d'évaluer l'incidence de ces changements sur ses besoins en capital et en liquidités et de s'y préparer.

Appréciation du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire

L'équipe chargée de la gestion de l'actif, du passif et du capital utilise divers paramètres pour surveiller et gérer le risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire, notamment la sensibilité des produits d'intérêts nets et la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres.

L'un des principaux aspects de la gestion du risque de taux d'intérêt inhérent aux instruments non négociés est la surveillance de la sensibilité des produits d'intérêts nets attendus aux termes de divers scénarios sur ces taux (comme la modélisation à des fins de simulation) au moyen du modèle du résultat à risque, pour lequel les variables économiques demeurent constantes.

La valeur économique des capitaux propres (« VECP ») représente la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs du portefeuille bancaire qui pourraient être distribués aux bailleurs de fonds propres aux termes d'un scénario mettant en jeu une liquidation contrôlée. La sensibilité de la VECP représente la variation prévue de celle-ci par suite de chocs de taux d'intérêt prédéterminés, les autres variables économiques demeurant constantes. Nous surveillons les sensibilités de la VECP que nous exprimons sous forme de pourcentage des ressources en capital.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de trésorerie » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description du processus de gestion du capital, du risque de liquidité et de financement et du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire.

Risque de liquidité et risque de financement

On entend par risque de liquidité et de financement le risque de perte auquel la banque est exposée si elle se révèle incapable de générer suffisamment de trésorerie ou de ses équivalents pour s'acquitter de ses obligations financières à un coût raisonnable lorsqu'elles deviennent exigibles. Ses obligations financières comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, les emprunts, les placements et les nantissements.

L'objectif du cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de la banque est de lui assurer de pouvoir faire face à tous ses engagements de financement prévisibles, y compris les retraits de dépôts, lorsqu'ils deviennent exigibles, et d'avoir accès aux marchés de gros de manière ordonnée et efficiente. Il vise à permettre à la banque de résister à de graves crises de liquidité et à lui procurer de la souplesse face à l'évolution des modèles d'affaires, des marchés et des règlements.

La banque a encore surpassé les niveaux de liquidité et de financement réglementaires minimaux au cours du deuxième trimestre de 2022.

Gestion du risque de liquidité et de financement

Nous continuons d'exécuter notre stratégie de gestion des risques de liquidité et de financement qui est décrite à la rubrique « Risque de liquidité et de financement » du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Le tableau suivant présente le LCR de la banque, tel qu'il est défini par le BSIF. Le LCR moyen de la banque est passé de 140 % au trimestre précédent à 141 % pour le trimestre clos le 30 juin 2022. Le LCR moyen de la banque est calculé en tant que ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties de trésorerie nettes en cas de crise dans les 30 prochains jours civils. La diminution de 0,9 G\$ de la moyenne des actifs liquides de haute qualité a été compensée presque entièrement par une baisse, d'un trimestre à l'autre, de 0,7 G\$ de la moyenne des sorties de trésorerie nettes. Cette baisse a découlé principalement d'un recul des sorties de trésorerie conditionnelles liées aux dérivés. Au 30 juin 2022, nos actifs liquides avaient fléchi de 4 G\$ en regard du 31 décembre 2021, et ce, essentiellement en raison d'une hausse des prêts à des clients et d'une baisse des emprunts à court terme, facteurs annulés par la progression des dépôts des clients et l'accroissement du financement à long terme.

La banque surveille toujours de près ses liquidités afin de pouvoir composer avec l'évolution des besoins de sa clientèle, avec tout changement sur les marchés en raison de la COVID-19 et avec leur récente volatilité.

Ratio de liquidité à court terme du BSIF¹

	Moyenne pour le trimestre clos le ¹	
	30 juin 2022	31 mars 2022
Total des actifs liquides de haute qualité ² (M\$)	26 837	27 691
Total des sorties de trésorerie nettes ² (M\$)	19 097	19 752
Ratio de liquidité à court terme (%)	141	140

¹ Les données présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Par conséquent, le LCR est un ratio moyen pour le trimestre et peut ne pas correspondre au LCR calculé en divisant le total pondéré des actifs liquides de haute qualité par le total des sorties de trésorerie nettes pondérées.

² Ces valeurs sont pondérées et calculées après l'application des pondérations prescrites aux termes de la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF s'appliquant aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

Pour établir ses besoins en matière de liquidité à long terme, la banque calcule le NSFR conformément aux exigences de la Prudential Regulation Authority. La banque appliquera le NSFR du BSIF en 2023. Le NSFR oblige les banques à maintenir un profil de financement stable par rapport à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan, et il rend compte de leur profil de financement à long terme (financement d'une durée de plus d'un an). Ce ratio se veut un complément du LCR.

Actifs liquides

Les actifs liquides sont détenus et gérés de façon autonome par les entités en exploitation. La plupart sont détenus directement par le service Marchés, trésorerie dans le but premier de gérer le risque de liquidité conformément au cadre interne de gestion du risque de liquidité et de financement. Les actifs liquides comprennent aussi tous les actifs liquides non grevés détenus hors du service Marchés, trésorerie pour toute autre fin. Pour être admissibles dans la réserve d'actifs liquides, les actifs doivent disposer d'un marché des opérations de pension vaste et liquide pour le titre sous-jacent. Le cadre interne de gestion du risque de liquidité et de financement confère au service Marchés, trésorerie

le contrôle ultime de tous les actifs liquides non grevés et des autres sources de liquidités.

Le tableau qui suit indique l'estimation de la valeur de liquidité non pondérée (compte non tenu des décotes présumées) des actifs classés comme liquides et servant à calculer le LCR du BSIF. Le niveau des actifs liquides présenté reflète les actifs liquides non grevés à la date de présentation de l'information, selon la définition réglementaire des actifs liquides. Les actifs liquides de haute qualité sont essentiellement composés d'actifs de niveau 1, tels que la trésorerie, les dépôts auprès de la banque centrale et les titres de premier ordre que des administrations publiques, des banques centrales ou des entités supranationales ont émis ou garantis. Les actifs liquides comprennent la trésorerie ou les actifs pouvant être convertis en trésorerie sans perte de valeur ou avec une légère perte de valeur.

Actif liquides¹

	Au	
	30 juin 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
Niveau 1	24 236	28 182
Niveau 2a	1 863	1 949
Niveau 2b	116	50
Total	26 215	30 181

¹ Les soldes des actifs liquides qui sont présentés sont ceux en vigueur aux dates indiquées (taux au comptant) et ils ne sont pas pondérés. Par conséquent, ils ne correspondent pas à ceux figurant dans les calculs du LCR, lesquels représentent la moyenne du trimestre et sont pondérés.

Risque de capital

Notre objectif en matière de gestion du capital consiste à maintenir des niveaux appropriés de capital afin de soutenir notre stratégie d'entreprise et de respecter la réglementation.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du Rapport et états financiers annuels 2021 pour obtenir une description de la façon dont la banque gère son capital.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2022, la banque a respecté les limites imposées à l'égard de son capital réglementaire.

Règles de Bâle III concernant le capital et l'effet de levier

La banque évalue l'adéquation de ses fonds propres en fonction de normes issues des lignes directrices émises par le BSIF conformément au cadre d'adéquation des fonds propres de Bâle III.

Les normes en matière de suffisance du capital de Bâle III ont grandement modifié la définition du capital réglementaire et elles imposent une nouvelle obligation selon laquelle la totalité du capital réglementaire doit pouvoir absorber les pertes en cas de faillite d'une institution financière. Les instruments de capitaux propres qui ont été émis avant l'adoption des exigences actuelles en 2013 et qui ne les respectent pas seront graduellement éliminés du capital réglementaire sur une période de dix ans allant de 2013 à 2022. En date du 1^{er} janvier 2022, cet instrument de capitaux propres avait été entièrement éliminé.

Ces normes précisent particulièrement que ce sont les actions ordinaires qui représentent la principale composante du capital de catégorie 1, ce qui se traduit par l'introduction d'un ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1. Les règles de Bâle III imposent aussi aux institutions de constituer des réserves de conservation de capital afin de toujours respecter le minimum de capital réglementaire requis pendant une crise.

Capital réglementaire

Le capital réglementaire et les ratios du capital réglementaire figurant dans les tableaux ci-après ont été établis selon une formule de calcul « tout compris » que prescrit Bâle III.

Total du capital réglementaire*

	Notes	Au	
		30 juin 2022	31 déc. 2021
		M\$	M\$
Capitaux propres ordinaires bruts	1	4 667	5 776
Ajustements réglementaires		122	(186)
Capitaux propres ordinaires de catégorie 1	2	4 789	5 590
Capital de catégorie 1 supplémentaire et admissible	3	1 100	1 100
Capital de catégorie 1		5 889	6 690
Capital de catégorie 2	2, 4	1 003	1 014
Total du capital		6 892	7 704

- 1 Comprennent les capitaux propres ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.
- 2 En raison des nouvelles dispositions transitoires, avec prise d'effet au 31 mars 2020, une partie des corrections de valeur qui auraient autrement été incluses dans le capital de catégorie 2 l'ont plutôt été dans les capitaux propres ordinaires de catégorie 1. Ce changement a eu une incidence de 8 M\$ au 30 juin 2022.
- 3 Comprend les actions privilégiées.
- 4 Au 31 décembre 2021, ces éléments comprenaient un instrument de capital à éliminer graduellement. En date du 1^{er} janvier 2022, cet instrument avait été éliminé intégralement.

Ratios du capital réglementaire

Actifs pondérés en fonction des risques, ratios du capital réglementaire réels et exigences en matière de capital réglementaire

	Notes	Au	
		30 juin 2022	31 déc. 2021
		M\$	M\$
Actifs pondérés en fonction des risques	1, 2	43 222	39 836
		%	%
Ratios du capital réglementaire réels	3, 4		
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1		11,1	14,0
– ratio du capital de catégorie 1		13,6	16,8
– ratio du capital total		15,9	19,3
– ratio de levier	5, 6	4,5	5,8
Exigences en matière de capital réglementaire	7		
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 minimal		7,0	7,0
– ratio du capital de catégorie 1 minimal		8,5	8,5
– ratio du capital total minimal		10,5	10,5
– ratio de levier minimal		3,0	3,0

- 1 Les actifs pondérés en fonction des risques représentent les montants par lesquels les actifs sont ajustés au moyen de facteurs de pondération en fonction des risques afin de refléter les risques inhérents aux positions figurant ou non au bilan conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres qu'a publiée le BSIF. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais plutôt déduits du capital.
- 2 En avril 2020, le BSIF a, en raison de l'évolution de la situation, annoncé certaines mesures d'assouplissement réglementaire en guise d'appui aux efforts déployés en lien avec la COVID-19. Avec prise d'effet au 31 mars 2020, le BSIF a abaissé le coefficient de plancher de fonds propres de 75 % à 70 %. Le nouveau coefficient de plancher demeurera en vigueur jusqu'au deuxième trimestre de 2023.
- 3 Présentation sur une base aux termes de Bâle III qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.
- 4 Les ratios des capitaux propres ordinaires de catégorie 1, du capital de catégorie 1 et du capital total sont calculés comme étant le capital de base concerné divisé par les actifs pondérés en fonction des risques, conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres qu'a publiée le BSIF.
- 5 Le ratio de levier est calculé au moyen du capital de catégorie 1 divisé par les mesures d'exposition aux fins du ratio de levier, conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier qu'a publiée le BSIF. Les expositions utilisées pour ce calcul représentent le total des actifs inscrits au bilan et de certains éléments spécifiques n'y figurant pas.
- 6 Le ratio de levier tient compte de certaines mesures d'assouplissement réglementaire en lien avec la COVID-19 que le BSIF avait annoncées et qui permettaient aux banques centrales d'exclure, jusqu'au 31 décembre 2021, leurs réserves auprès des banques centrales et les titres d'émetteurs souverains pour le calcul de leur exposition aux fins du ratio de levier. En août 2021, le BSIF a confirmé que l'exclusion des titres d'émetteurs souverains dans le calcul de cette exposition ne sera pas prolongée au-delà du 31 décembre 2021. Cependant, les réserves auprès des banques centrales continueront de bénéficier de cette exclusion.
- 7 Ratios du capital cibles que prescrit le BSIF incluant la réserve de conservation de fonds propres requise.

Au 30 juin 2022, notre ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (« CET1 ») est passé de 14,0 % au 31 décembre 2021 à 11,1 %, ce qui reflète une hausse des actifs pondérés en fonction des risques et une baisse des CET1 de 800 M\$. Cette baisse a résulté principalement de la remise de 600 M\$ de capitaux propres ordinaires à HSBC Overseas Holdings (UK) Limited en mars 2022 et d'une réduction de 271 M\$ de la réserve à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ces baisses ont été compensées en partie par le capital de 46 M\$ généré par voie du bénéfice, déduction faite des dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Actions en circulation et dividendes

	Notes	Semestre clos le			Exercice clos le		
		30 juin 2022			31 déc. 2021		
		Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$	Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$
Actions ordinaires	1, 2	0,52855	548 668	1 125	0,79283	548 668	1 725
Actions privilégiées de catégorie 1	3						
– série H		0,41114	20 000	500	0,76505	20 000	500
– série I		0,57500	14 000	350	1,15000	14 000	350
– série K		0,68126	10 000	250	1,36252	10 000	250

- 1 Les dividendes comptabilisés dans les états financiers sont les dividendes par action ordinaire déclarés au cours d'un exercice et non les dividendes versés pour cet exercice ou à l'égard de celui-ci.
- 2 Le 15 mars 2022, la banque a remis 600 M\$ de capitaux propres ordinaires à HSBC Overseas Holdings (UK) Limited, sans que cela entraîne un changement dans le nombre d'actions émises.
- 3 Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement.

Dividendes déclarés au deuxième trimestre de 2022

Au cours du deuxième trimestre de 2022, la banque a déclaré des dividendes trimestriels réguliers de 12 M\$ sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation pour le deuxième trimestre de 2022 ainsi qu'un premier dividende intermédiaire de 90 M\$ sur ses actions ordinaires pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022.

Dividendes déclarés au troisième trimestre de 2022

Le 22 juillet 2022, la banque a déclaré, pour le troisième trimestre de 2022, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation. Ces dividendes seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 septembre 2022 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 septembre 2022.

Le 22 juillet 2022, la banque a également déclaré, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, un deuxième dividende intermédiaire de 90 M\$ sur ses actions ordinaires, dividende qui sera versé au plus tard le 30 septembre 2022 à l'actionnaire inscrit le 22 juillet 2022.

Puisque les dividendes trimestriels sur les actions privilégiées pour le troisième trimestre de 2022 et le deuxième dividende intermédiaire sur les actions ordinaires pour 2022 ont été déclarés après le 30 juin 2022, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence défavorable sur le résultat ou le capital. Le risque structurel de taux d'intérêt correspond à celui découlant des actifs et des passifs détenus à des fins autres que de transaction par la banque et des fonds de l'actionnaire.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque structurel de taux d'intérêt » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description de la façon dont la banque gère le risque structurel de taux d'intérêt ainsi que pour une explication de ses mesures de surveillance.

Sensibilité des portefeuilles non détenus à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt (Incidence avant impôt d'une variation immédiate et soutenue des taux d'intérêt)

Note	30 juin 2022		30 juin 2021	
	Valeur économique des capitaux M\$	Résultat à risque M\$	Valeur économique des capitaux M\$	Résultat à risque M\$
Augmentation de 100 points de base	(163)	176	(353)	249
Diminution de 100 points de base	152	(221)	78	(68)

- 1 Avec la normalisation des taux d'intérêt en 2022 après qu'ils aient atteint des creux historiques, la sensibilité de la valeur économique des capitaux et du résultat à risque dans le cas d'un scénario de repli a été établi, depuis le deuxième trimestre de 2022, en fonction d'une diminution de 100 points de base. Les chiffres de la période antérieure rendent compte d'une baisse de 25 points de base.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit, les prix des marchandises et les cours des actions, aient une incidence défavorable sur notre résultat ou sur la valeur de notre actif et de notre passif.

Gestion du risque de marché

Les responsables de la gestion du risque de marché sont indépendants des secteurs d'activité et se doivent d'établir des politiques, des procédures et des limites en accord avec le degré de tolérance au risque de la banque. Les objectifs de la gestion du risque de marché sont de repérer, mesurer et contrôler l'exposition au risque de marché afin d'optimiser le rendement par rapport au risque et de respecter le degré de tolérance au risque de la banque.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de marché » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de marché ainsi que des explications plus détaillées sur les autres mesures de ce risque.

Valeur à risque*

La valeur à risque (« VaR ») relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de confiance de 99 %, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. L'utilisation de la VaR est intégrée à la gestion du risque de marché et calculée pour tous les éléments détenus à des fins de transaction et les éléments détenus à des fins autres que de transaction afin que la banque puisse avoir une vision d'ensemble du risque.

La VaR indiquée dans les tableaux et le graphique qui suivent représente la VaR globale de la banque eu égard aux portefeuilles détenus à des fins de transaction ou à d'autres fins et elle est demeurée dans les limites de la banque.

Le total de la VaR, soit 34 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2022, s'est raffermi de 16 M\$ sur un an en raison de la plus grande volatilité des taux d'intérêt. Pour cette période, la moyenne du total de la VaR s'est chiffrée à 25 M\$, ayant augmenté de 5 M\$ du fait également de la volatilité accrue des marchés durant la période à l'étude. Le total de la VaR provient surtout de celle des portefeuilles non détenus à des fins de transaction.

La banque a maintenu ses activités en veillant à réduire ses niveaux de risque. La diminution du risque de taux d'intérêt des portefeuilles de négociation dans la période à l'étude a entraîné une baisse de leur VaR. Ainsi, la moyenne de la VaR de ces portefeuilles a diminué de 0,3 M\$ et la moyenne de leur VaR à la clôture de cette période était demeurée la même, soit 1 M\$.

Total de la VaR*

	Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$
À la clôture de la période	33.7	18.1
Moyenne	24.7	19.6
Minimum	17.1	13.5
Maximum	35.9	23.6

VaR des portefeuilles non détenus à des fins de transaction*

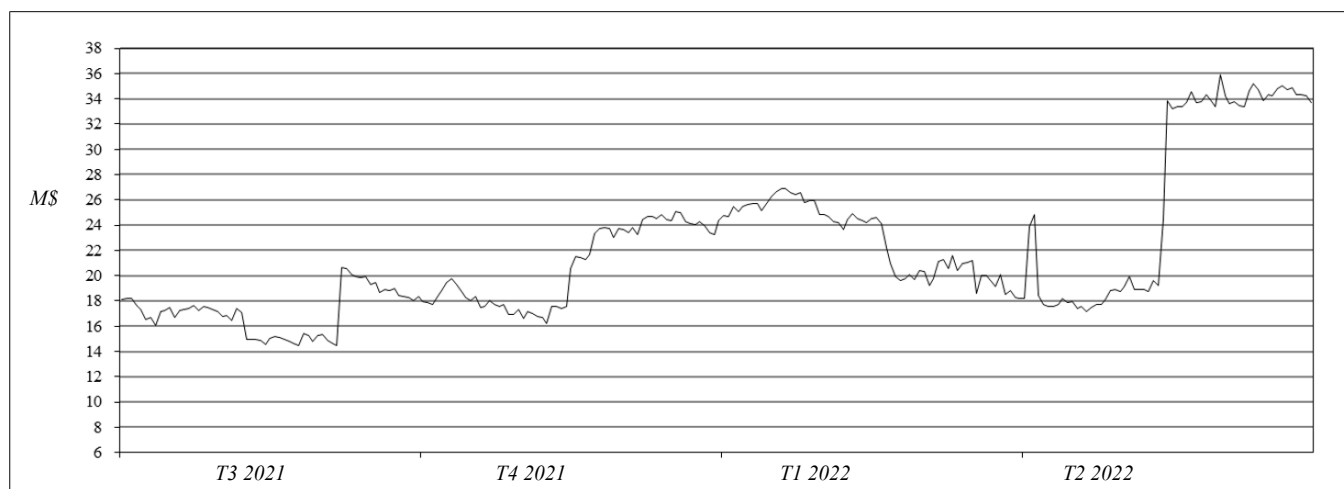
	Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$
À la clôture de la période	34.2	16.8
Moyenne	24.9	20.3
Minimum	17.8	14.1
Maximum	36.6	24.6

VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction (par type de risque)*¹

	Change et marchandises M\$	Taux d'intérêt M\$	Capitaux propres M\$	Écarts de crédit M\$	Diversification des portefeuilles ² M\$	Total ³ M\$
De janvier à juin 2022						
À la clôture de la période	—	0,8	—	0,5	(0,3)	1,0
Moyenne	—	0,9	—	0,9	(0,5)	1,2
Minimum	—	0,5	—	0,2	—	0,5
Maximum	—	1,9	—	1,6	—	2,2
De janvier à juin 2021						
À la clôture de la période	—	0,8	—	0,8	(0,6)	1,0
Moyenne	—	1,4	—	0,6	(0,5)	1,5
Minimum	—	0,5	—	0,3	—	0,6
Maximum	—	3,4	—	1,9	—	3,5

- 1 Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions découlant de la tenue de marché d'instruments financiers et des positions en dérivés des clients.
- 2 La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, tels ceux liés aux taux d'intérêt et aux taux de change. Cette mesure est évaluée en fonction de l'écart entre le total des VaR par type de risque et le total de la VaR, tous risques confondus. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles. Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent.
- 3 Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

Total de la VaR quotidienne – données quotidiennes sur un an¹



¹ L'augmentation du total de la VaR au deuxième trimestre de 2022 a résulté de la plus grande volatilité des taux d'intérêt sur les marchés. La diminution du total de la VaR au premier trimestre de 2022 a découlé d'une réduction du risque de taux d'intérêt. L'augmentation du total de la VaR au quatrième trimestre de 2021 vient essentiellement de la plus grande volatilité des marchés. Quant à la hausse du total de la VaR au troisième trimestre de 2021, elle provient d'une émission d'obligations sécurisées en euros, laquelle a accru le risque de taux d'intérêt.

Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Les rubriques ci-dessus du rapport de gestion décrivent les risques les plus importants auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, pourraient avoir une incidence importante sur ses résultats financiers futurs. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » et « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction », du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description de facteurs additionnels pouvant influencer sur les résultats financiers à venir.

Transition visant les TIO

Au cours de la première moitié de 2022, d'importantes étapes du plan de transition des contrats existants assortis de TIOL en dollars américains pour le reste de 2022 et en 2023 ont été franchies. Compte tenu de l'interdiction de conclure de nouveaux contrats fondés sur les TIOL en dollars américains à compter du 1^{er} janvier 2022, nous travaillons activement avec nos clients afin d'adopter les nouvelles exigences pour ces facilités le plus tôt possible et de les aider à assurer la transition de leurs contrats existants assortis de TIOL en dollars américains au plus tard à la fin de juin 2023.

Nous continuons également de mettre au point et d'offrir des produits pouvant favoriser la transition du TIOL en dollars américains et nous observons toujours ce qui se fait sur le marché pour ce qui est des produits fondés sur des taux sans risque ou des taux de remplacement.

Nos vastes activités de transition visant les TIOL en dollars américains font en sorte que nous surveillons toujours de près les principaux risques qui y sont associés. Ces risques demeurent les mêmes et comprennent le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié à la résilience, le risque lié à l'information financière, le risque juridique et le risque de marché.

Le 16 mai 2022, l'administrateur du CDOR (*Canadian Dollar Offered Rate*), Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited (« RBSL »), a annoncé qu'il cesserait le calcul et la publication de ce taux après le 28 juin 2024. Cette décision reflète la

recommandation que le Groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien de la Banque du Canada avait émise en décembre 2021 et a été prise après une vaste consultation publique que RBSL a menée à ce sujet. Simultanément, le BSIF a fait savoir qu'il s'attendait à ce que tous les nouveaux contrats sur dérivés et titres des institutions financières fédérales ainsi que tous leurs contrats de prêt passent à des taux de référence de remplacement d'ici le 30 juin 2023 et le 28 juin 2024, respectivement.

La publication quotidienne de son taux de remplacement potentiel, à savoir le CORRA (*Canadian Overnight Repo Rate Average*), a débuté le 15 juin 2020.

De plus, certains instruments financiers fondés sur le CDOR et présentés dans la section sur les instruments financiers touchés par la réforme visant les TIO du *Rapport et états financiers annuels 2021* arriveront à leur échéance contractuelle avant le 30 juin 2024.

États financiers consolidés

	Page		Page
État consolidé du résultat net	47	5	Actifs détenus à des fins de transaction
État consolidé du résultat global	48	6	Dérivés
Bilan consolidé	49	7	Placements financiers
Tableau consolidé des flux de trésorerie	50	8	Autres actifs
État consolidé des variations des capitaux propres	51	9	Passifs détenus à des fins de transaction
Notes annexes		10	Titres de créance émis
1 Base d'établissement et principales méthodes comptables	52	11	Autres passifs
2 Produits de commissions nets	53	12	Juste valeur des instruments financiers
3 Rémunération et avantages du personnel	54	13	Actions en justice et litiges de nature réglementaire
4 Analyse sectorielle	54	14	Événements postérieurs à la date de clôture

État consolidé du résultat net

	Notes	Trimestre clos le		Semestre clos le	
		30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
		M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets		369	306	706	588
– produits d'intérêts		630	446	1 101	897
– charges d'intérêts		(261)	(140)	(395)	(309)
Produits de commissions nets	2	196	196	393	392
– produits de commissions		224	221	446	446
– charges de commissions		(28)	(25)	(53)	(54)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction		24	28	51	58
Variations de la juste valeur des autres instruments financiers devant obligatoirement être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		(1)	3	(1)	3
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers		—	7	2	22
Autres produits d'exploitation		11	7	18	13
Total du résultat d'exploitation		599	547	1 169	1 076
Variations des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise		(82)	40	(40)	56
Résultat d'exploitation net		517	587	1 129	1 132
Rémunération et avantages du personnel	3	(152)	(152)	(303)	(311)
Charges générales et administratives		(138)	(127)	(280)	(255)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles		(16)	(30)	(31)	(47)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles		(13)	(19)	(25)	(28)
Total des charges d'exploitation		(319)	(328)	(639)	(641)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		198	259	490	491
Charge d'impôt sur le résultat		(53)	(69)	(131)	(132)
Bénéfice de la période		145	190	359	359
Bénéfice attribuable :					
– à l'actionnaire ordinaire		133	179	336	337
– au détenteur d'actions privilégiées		12	11	23	22
Bénéfice de la période		145	190	359	359
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		548 668	548 668	548 668	548 668
Bénéfice par action ordinaire, de base et après dilution (\$)		0,24 \$	0,32 \$	0,61 \$	0,61 \$

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Bénéfice de la période	145	190	359	359
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net à la réalisation de conditions précises :				
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(90)	—	(272)	(68)
– (pertes) profits sur la juste valeur	(122)	8	(368)	(70)
– profits sur la juste valeur transférés à l'état du résultat net à la cession	—	(7)	(2)	(22)
– pertes de crédit attendues comptabilisées dans l'état du résultat - (reprise)/charge	—	(1)	—	(1)
– impôt sur le résultat	32	—	98	25
Couvertures de flux de trésorerie	(145)	(20)	(324)	(56)
– pertes sur la juste valeur	(211)	(5)	(476)	(33)
– pertes (profits) sur la juste valeur reclassé(e)s à l'état du résultat net	13	(22)	35	(43)
– impôt sur le résultat	53	7	117	20
Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :				
Réévaluation des régimes à prestations définies	17	(4)	41	12
– avant l'impôt sur le résultat	23	(6)	56	16
– impôt sur le résultat	(6)	2	(15)	(4)
Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	1	1	1
– Profits sur la juste valeur	—	1	1	1
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	(218)	(23)	(554)	(111)
Résultat global total pour la période	(73)	167	(195)	248
Attribuable :				
– à l'actionnaire ordinaire	(85)	156	(218)	226
– au détenteur d'actions privilégiées	12	11	23	22
Résultat global total pour la période	(73)	167	(195)	248

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

Bilan consolidé

	Notes	Au	
		30 juin 2022 M\$	31 déc. 2021 M\$
Actif			
Trésorerie et soldes détenus dans une banque centrale		5 172	13 955
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques		16	9
Actifs détenus à des fins de transaction	5	5 154	2 907
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		19	18
Dérivés	6	4 836	2 773
Prêts et avances à des banques		517	1 659
Prêts et avances à des clients		74 326	68 699
Prises en pension à des fins autres que de transaction		6 992	9 058
Placements financiers	7	20 385	14 969
Autres actifs	8	3 448	1 377
Paievements anticipés et produits à recevoir		246	186
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 073	3 548
Actifs d'impôt exigible		257	148
Immobilisations corporelles		328	263
Goodwill et immobilisations incorporelles		188	181
Actifs d'impôt différé		80	103
Total de l'actif		125 037	119 853
Passif et capitaux propres			
Passif			
Dépôts effectués par des banques		495	1 313
Comptes des clients		75 260	73 626
Mises en pension à des fins autres que de transaction		7 327	8 044
Effets en transit vers d'autres banques		441	253
Passifs détenus à des fins de transaction	9	3 585	3 598
Dérivés	6	5 326	2 978
Titres de créance émis	10	16 833	14 339
Autres passifs	11	5 272	3 517
Acceptations		3 081	3 556
Charges à payer et produits différés		381	401
Passifs au titre des prestations de retraite		209	267
Créances subordonnées		1 011	1 011
Provisions		49	74
Total du passif		119 270	112 977
Capitaux propres			
Actions ordinaires		1 125	1 725
Actions privilégiées		1 100	1 100
Autres réserves		(618)	(23)
Résultats non distribués		4 160	4 074
Total des capitaux propres attribuable à l'actionnaire		5 767	6 876
Total du passif et des capitaux propres		125 037	119 853

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	490	491
Ajustements pour tenir compte des éléments sans effets sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et perte de valeur	56	75
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	2	3
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit	40	(56)
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	5	6
Variations des actifs et des passifs d'exploitation		
Variation des paiements anticipés et produits à recevoir	(60)	18
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés	(2 419)	(1 015)
Variation des prêts et avances à des clients	(5 679)	(4 045)
Variation des prises en pension à des fins autres que de transaction	2 131	1 408
Variation des autres actifs	(1 753)	(397)
Variation des charges à payer et des produits différés	(20)	(159)
Variation des dépôts effectués par des banques	(818)	509
Variation des comptes des clients	1 634	(1 766)
Variation des mises en pension à des fins autres que de transaction	(717)	1 431
Variation des titres de créance émis	2 494	(3 563)
Variation des autres passifs	1 372	491
Impôt payé	(20)	(154)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	(3 262)	(6 723)
Achat de placements financiers	(6 774)	(1 243)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers	989	7 230
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(59)	(32)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(5 844)	5 955
Remboursement de capital à la société mère	(600)	—
Dividendes versés à l'actionnaire	(313)	(277)
Remboursements de capital sur les contrats de location	(24)	(24)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(937)	(301)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(10 043)	(1 069)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	19 759	17 279
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	9 716	16 210
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	5 172	13 404
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques et effets en transit vers d'autres banques	(425)	(253)
Prêts et avances à des banques – un mois ou moins	517	1 188
Prises en pension auprès de banques à des fins autres que de transaction – un mois ou moins	4 452	1 790
Bons du Trésor et certificats de dépôt – moins de trois mois	—	81
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	9 716	16 210
Intérêts :		
Intérêts payés	(338)	(439)
Intérêts reçus	1 043	924

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

État consolidé des variations des capitaux propres

	Autres réserves					
	Capital- actions	Résultats non distribués	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves	Total des capitaux propres
			M\$	M\$	M\$	M\$
Au 1^{er} janv. 2022	2 825	4 074	(22)	(1)	(23)	6 876
Bénéfice de la période	—	359	—	—	—	359
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	41	(271)	(324)	(595)	(554)
– instruments d’emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(272)	—	(272)	(272)
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	1	—	1	1
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	(324)	(324)	(324)
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	41	—	—	—	41
Résultat global total pour la période	—	400	(271)	(324)	(595)	(195)
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(290)	—	—	—	(290)
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(23)	—	—	—	(23)
Remboursement de capital à la société mère	(600)	—	—	—	—	(600)
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d’achat d’actions du personnel	—	(1)	—	—	—	(1)
Au 30 juin 2022	2 225	4 160	(293)	(325)	(618)	5 767

	Autres réserves					
	Capital-actions	Résultats non distribués	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves	Total des capitaux propres
			M\$	M\$	M\$	M\$
Au 1^{er} janv. 2021	2 825	3 808	108	141	249	6 882
Bénéfice de la période	—	359	—	—	—	359
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	12	(67)	(56)	(123)	(111)
– instruments d’emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(68)	—	(68)	(68)
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	1	—	1	1
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	(56)	(56)	(56)
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	12	—	—	—	12
Résultat global total pour la période	—	371	(67)	(56)	(123)	248
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(255)	—	—	—	(255)
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(22)	—	—	—	(22)
Remboursement de capital à la société mère	—	—	—	—	—	—
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d’achat d’actions du personnel	—	(1)	—	—	—	(1)
Au 30 juin 2021	2 825	3 901	41	85	126	6 852

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d’un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1 Base d'établissement et principales méthodes comptables

La Banque HSBC Canada (la « banque », « nous », « notre », « nos ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings », le « Groupe HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires (les « états financiers consolidés »), le Groupe HSBC désigne la société mère et ses filiales.

a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la banque pour l'exercice 2021. Ces derniers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), conformément aux dispositions du paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*, qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS.

b) Changements comptables à venir

Les changements comptables à venir sont décrits à la note 1 c) des états financiers consolidés annuels de 2021, lesquels figurent dans le *Rapport et états financiers annuels 2021* de la banque.

c) Présentation de l'information

Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent par ailleurs la monnaie fonctionnelle de la banque. L'abréviation « M\$ » désigne des millions de dollars. Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

d) Estimations et hypothèses comptables critiques

La direction est d'avis que les estimations comptables et les jugements qui portent sur les pertes de crédit attendues, l'évaluation des instruments financiers, l'impôt sur le résultat et les actifs d'impôt différé, ainsi que les obligations au titre des prestations définies constituent nos estimations comptables et jugements critiques. Aucune modification importante n'a été apportée au cours de la période considérée aux estimations comptables et jugements critiques appliqués en 2021, lesquels figurent aux pages 33 à 34, 46 et 78 du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

e) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la banque et ceux de ses filiales au 30 juin 2022. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 2 a) de ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2021, qui sont présentés dans son *Rapport et états financiers annuels 2021*.

f) Principales méthodes comptables

Il n'y a eu aucun changement significatif aux principales méthodes comptables de la banque qui sont présentées à la note 2 a) à r) des états financiers consolidés annuels de 2021 du *Rapport et états financiers annuels 2021* de la banque.

2 Produits de commissions nets

Produits de commissions nets par secteur d'activité

	Trimestre clos le											
	30 juin 2022						30 juin 2021					
	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux ¹	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹	Centre général ²	Total	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux ¹	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹	Centre général ²	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	12	5	2	—	—	19	11	6	2	—	—	19
Produits de courtage	—	3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	3
Cartes	8	15	1	—	—	24	5	12	—	—	—	17
Facilités de crédit	78	—	8	—	—	86	72	—	12	—	—	84
Fonds sous gestion	—	57	—	—	—	57	—	54	—	—	—	54
Importations/exportations	2	—	1	—	—	3	2	—	—	—	—	2
Commissions d'agence d'assurance	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1
Garanties et autres	8	2	1	1	—	12	8	2	4	(1)	—	13
Services de paiement	9	2	3	—	—	14	7	1	3	—	—	11
Prise ferme et services-conseils	—	—	5	1	(1)	5	1	—	10	6	—	17
Produits de commissions	117	85	21	2	(1)	224	106	79	31	5	—	221
Moins les charges de commissions	(5)	(21)	(1)	(1)	—	(28)	(5)	(16)	(2)	(2)	—	(25)
Produits de commissions nets	112	64	20	1	(1)	196	101	63	29	3	—	196

	Semestre clos le											
	30 juin 2022						30 juin 2021					
	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux ¹	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹	Centre général ²	Total	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux ¹	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹	Centre général ²	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	24	9	5	—	—	38	21	9	4	—	—	34
Produits de courtage	—	7	—	—	—	7	—	9	—	1	—	10
Cartes	14	30	1	—	—	45	9	24	—	—	—	33
Facilités de crédit	152	—	16	—	—	168	141	—	27	—	—	168
Fonds sous gestion	—	115	—	—	—	115	—	106	—	—	—	106
Importations/exportations	5	—	1	—	—	6	5	—	—	—	—	5
Commissions d'agence d'assurance	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2
Garanties et autres	18	4	4	—	—	26	16	3	7	(1)	—	25
Services de paiement	16	3	5	—	—	24	14	2	5	—	—	21
Prise ferme et services-conseils	—	—	12	6	(3)	15	1	—	32	9	—	42
Produits de commissions	229	170	44	6	(3)	446	207	155	75	9	—	446
Moins les charges de commissions	(9)	(40)	(2)	(2)	—	(53)	(8)	(33)	(10)	(3)	—	(54)
Produits de commissions nets	220	130	42	4	(3)	393	199	122	65	6	—	392

1. Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.
2. Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres indiqués ci-dessus présentent un rapprochement des résultats des secteurs d'activité et de ceux de l'entité.

3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste « Rémunération et avantages du personnel » englobe, comme suit, les éléments du coût périodique net des prestations liées aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque.

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2022	30 juin 2021	30 juin 2022	30 juin 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Régimes à prestations définies	5	5	9	10
– régimes de retraite	3	3	6	7
– régimes autres que de retraite	2	2	3	3
Régimes de retraite à cotisations définies	9	9	15	17
Total	14	14	24	27

Au cours de l'exercice, les régimes de retraite de la banque ont acheté une police de rente sans rachat des engagements pour un montant de 331 M\$, ce qui a entraîné une réévaluation de 4 M\$ des régimes à prestations définies nets comptabilisés à l'état consolidé du résultat global.

Une réévaluation du passif net au titre des prestations définies a eu lieu conformément à la méthode comptable de la banque décrite à la page 86 du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

4 Analyse sectorielle

Le principal décideur opérationnel de la banque est le chef de la direction, qui s'acquitte de ses obligations avec le soutien du comité de direction. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef de la direction et au comité de direction. Nos secteurs à présenter aux termes d'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, sont les Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, les Services bancaires internationaux, et Marchés et Services liés aux valeurs mobilières.

L'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges sectoriels se fait conformément aux méthodes comptables de la banque. Les produits et les charges sectoriels comprennent les transferts intersectoriels, et ces transferts sont effectués selon les conditions de concurrence normale. Les coûts partagés sont inclus dans chaque secteur en fonction des frais réellement refacturés. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des secteurs d'activité. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux secteurs d'activité qui ont réalisé les produits connexes. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées au moyen de méthodes appropriées. Les produits d'intérêts nets des secteurs d'activité reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des secteurs d'activité, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes.

Notes annexes (non audité)

Bénéfice de la période

	Trimestre clos le											
	30 juin 2022						30 juin 2021					
	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux ¹	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹	Centre général ²	Total	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux ¹	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹	Centre général ²	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	173	156	29	10	1	369	142	134	23	7	—	306
Produits de commissions nets	112	64	20	1	(1)	196	101	63	29	3	—	196
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	9	7	(10)	19	(1)	24	9	7	—	14	(2)	28
Autres produits	(1)	5	—	1	5	10	2	5	—	—	10	17
Total du résultat d'exploitation	293	232	39	31	4	599	254	209	52	24	8	547
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise	(77)	(4)	(1)	—	—	(82)	28	7	5	—	—	40
Résultat d'exploitation net	216	228	38	31	4	517	282	216	57	24	8	587
– externe	224	237	21	31	4	517	281	224	49	25	8	587
– intersectoriel	(8)	(9)	17	—	—	—	1	(8)	8	(1)	—	—
Total des charges d'exploitation	(100)	(163)	(23)	(13)	(20)	(319)	(91)	(162)	(18)	(14)	(43)	(328)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	116	65	15	18	(16)	198	191	54	39	10	(35)	259

1 Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2 Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

Bénéfice de la période

	Semestre clos le											
	30 juin 2022						30 juin 2021					
	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux ¹	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹	Centre général ²	Total	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux ¹	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹	Centre général ²	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	335	297	54	19	1	706	269	262	45	12	—	588
Produits de commissions nets	220	130	42	4	(3)	393	199	122	65	6	—	392
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	18	12	(10)	33	(2)	51	18	18	—	26	(4)	58
Autres produits	—	10	—	1	8	19	7	14	2	1	14	38
Total du résultat d'exploitation	573	449	86	57	4	1 169	493	416	112	45	10	1 076
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise	(37)	—	(3)	—	—	(40)	36	4	16	—	—	56
Résultat d'exploitation net	536	449	83	57	4	1 129	529	420	128	45	10	1 132
– externe	540	472	55	58	4	1 129	538	424	113	46	11	1 132
– intersectoriel	(4)	(23)	28	(1)	—	—	(9)	(4)	15	(1)	(1)	—
Total des charges d'exploitation	(203)	(324)	(45)	(26)	(41)	(639)	(187)	(329)	(40)	(26)	(59)	(641)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	333	125	38	31	(37)	490	342	91	88	19	(49)	491

¹ Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude.

² Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

Notes annexes (non audité)

Données tirées du bilan

	Services aux entreprises M\$	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers M\$	Services bancaires internationaux ¹ M\$	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières ¹ M\$	Centre général ² M\$	Total M\$
Au 30 juin 2022						
Prêts et avances à des clients	33 371	37 020	3 935	—	—	74 326
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 307	12	754	—	—	3 073
Total de l'actif externe	45 467	49 842	9 221	19 999	508	125 037
Comptes des clients	27 031	41 117	6 979	133	—	75 260
Acceptations	2 315	12	754	—	—	3 081
Total du passif externe	36 678	52 535	11 273	18 444	340	119 270
Au 31 déc. 2021						
Prêts et avances à des clients	29 203	35 916	3 580	—	—	68 699
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 610	12	926	—	—	3 548
Total de l'actif externe	42 613	51 841	8 577	16 147	675	119 853
Comptes des clients	27 344	39 423	6 787	72	—	73 626
Acceptations	2 618	12	926	—	—	3 556
Total du passif externe	37 104	50 791	10 377	14 511	194	112 977

¹ Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude.

² Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

5 Actifs détenus à des fins de transaction

	Note	Au	
		30 juin 2022 M\$	31 déc. 2021 M\$
Titres de créance		5 128	2 907
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	4 345	2 536
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		395	165
– autres titres de créance		388	206
Prêts et avances à des clients		26	—
À la clôture de la période		5 154	2 907
Actifs détenus à des fins de transaction			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		1 788	1 087
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		3 366	1 820
À la clôture de la période		5 154	2 907

¹ Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

6 Dérivés

Il y a lieu de se reporter aux notes 2 et 12 du *Rapport et états financiers annuels 2021* de la banque pour obtenir une description détaillée des types de dérivés, de leur utilisation et des méthodes comptables.

Montants notionnels des contrats et juste valeur des dérivés par type de contrat détenu

	Montants notionnels des contrats ¹		Juste valeur – Actifs			Juste valeur – Passifs		
	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Contrats de change	159 574	2 361	1 539	—	1 539	1 470	123	1 593
Contrats sur taux d'intérêt	281 839	30 546	3 027	270	3 297	3 240	488	3 728
Contrats sur marchandises et autres	42	—	—	—	—	5	—	5
Au 30 juin 2022	441 455	32 907	4 566	270	4 836	4 715	611	5 326
Contrats de change	142 104	1 143	1 199	1	1 200	1 213	36	1 249
Contrats sur taux d'intérêt	238 118	17 414	1 452	121	1 573	1 612	117	1 729
Contrats sur marchandises et autres	4	—	—	—	—	—	—	—
Au 31 déc. 2021	380 226	18 557	2 651	122	2 773	2 825	153	2 978

¹ Les montants notionnels des contrats des dérivés détenus à des fins de transaction et des dérivés désignés dans des relations de comptabilité de couverture indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas des montants à risque.

Dérivés utilisés dans le cadre de relations de couverture

Instrument de couverture de la juste valeur selon le risque couvert

	Au					
	30 juin 2022			31 déc. 2021		
	Valeur comptable			Valeur comptable		
	Montant notionnel	Actifs	Passifs	Montant notionnel	Actifs	Passifs
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Risque de taux d'intérêt	14 159	247	54	8 704	42	62
Total	14 159	247	54	8 704	42	62

Instrument de couverture des flux de trésorerie selon le risque couvert

	Au					
	30 juin 2022			31 déc. 2021		
	Valeur comptable			Valeur comptable		
	Montant notionnel	Actifs	Passifs	Montant notionnel	Actifs	Passifs
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Risque de change	2 361	—	123	1 143	1	36
Risque de taux d'intérêt	16 387	23	434	8 710	79	55
Total	18 748	23	557	9 853	80	91

7 Placements financiers

Valeur comptable des placements financiers

	Note	Au	
		30 juin 2022	31 déc. 2021
		M\$	M\$
Placements financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		15 901	14 969
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	10 761	9 760
– obligations de gouvernements étrangers	1	2 761	2 375
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		1 979	2 430
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		390	393
– Titres de capitaux propres		10	11
Instruments d'emprunt évalués au coût amorti		4 484	—
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada		3 645	—
– obligations de gouvernements étrangers		839	—
À la clôture de la période		20 385	14 969
Placements financiers			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		15 187	13 637
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		714	1 332
À la clôture de la période		15 901	14 969

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

8 Autres actifs

		Au	
		30 juin 2022	31 déc. 2021
		M\$	M\$
Débiteurs		913	462
Comptes de règlement		1 753	494
Garantie en trésorerie		770	413
Autres		12	8
À la clôture de la période		3 448	1 377

9 Passifs détenus à des fins de transaction

		Au	
		30 juin 2022	31 déc. 2021
		M\$	M\$
Positions vendeur nettes dans les titres		3 585	3 598
À la clôture de la période		3 585	3 598

10 Titres de créance émis

		Au	
		30 juin 2022	31 déc. 2021
		M\$	M\$
Obligations et billets à moyen terme		11 591	8 743
Obligations sécurisées		4 933	3 614
Instruments du marché monétaire		309	1 982
À la clôture de la période		16 833	14 339

Durée résiduelle

		Au	
		30 juin 2022	31 déc. 2021
		M\$	M\$
Moins de un an		7 682	5 583
De 1 an à 5 ans		7 696	8 756
De 5 à 10 ans		1 455	—
À la clôture de la période		16 833	14 339

11 Autres passifs

	Au	
	30 juin 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
Prêts hypothécaires vendus avec recours	1 991	2 163
Obligations locatives	269	225
Créditeurs	485	640
Comptes de règlement	2 194	371
Garantie en trésorerie	302	67
Autres	26	45
Passif au titre des paiements fondés sur des actions	5	6
À la clôture de la période	5 272	3 517

12 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes comptables, le cadre de contrôle et la hiérarchie utilisés pour déterminer les justes valeurs au 30 juin 2022 sont les mêmes que ceux appliqués dans le *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et selon diverses bases d'évaluation

	Techniques d'évaluation			
	Niveau 1 : Cours du marché M\$	Niveau 2 : Données observables M\$	Niveau 3 : Données non observables importantes M\$	Total M\$
Évaluations récurrentes à la juste valeur				
Au 30 juin 2022				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	4 774	354	26	5 154
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	19	—	19
Dérivés	—	4 836	—	4 836
Placements financiers	15 891	10	—	15 901
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	3 372	213	—	3 585
Dérivés	—	5 321	5	5 326
Au 31 déc. 2021				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	2 750	157	—	2 907
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	18	—	18
Dérivés	—	2 773	—	2 773
Placements financiers	14 958	11	—	14 969
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	3 571	27	—	3 598
Dérivés	—	2 978	—	2 978

Transferts entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs

	Actifs		Passifs
	Actifs détenus à des fins de transaction M\$	Placements financiers M\$	Passifs détenus à des fins de transaction M\$
Trimestre clos le 30 juin 2022			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	—	—	—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	—	—
Trimestre clos le 30 juin 2021			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	—	15	—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	—	—

Des transferts d'un niveau à un autre de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés se produire à chaque date de clôture. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur résultent essentiellement de modifications à l'observabilité des données d'entrée et à la transparence des prix.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Les bases d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont décrites à la page 107 du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

	Note	Au			
		30 juin 2022		31 déc. 2021	
		Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$	Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$
Actif					
Prêts et avances à des clients	1	74 326	73 835	68 699	68 734
Placements financiers – au coût amorti		4 484	4 472	—	—
Passif					
Comptes des clients		75 260	75 292	73 626	73 736
Titres de créances émis		16 833	16 520	14 339	14 466
Créances subordonnées		1 011	1 007	1 011	1 074

1 Prêts et avances à des clients propres au Canada : valeur comptable de 70 177 M\$ et juste valeur de 69 713 M\$ (valeur comptable de 64 909 M\$ et juste valeur de 64 942 M\$ au 31 décembre 2021).

Les autres instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont, de par leur nature, à court terme et leur prix est souvent révisé pour correspondre aux taux courants du marché. Par conséquent, la valeur comptable de ces instruments constitue une estimation raisonnable de la juste valeur.

13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque soit engagée dans un certain nombre d'actions en justice ou de litiges de nature réglementaire. De l'avis de la banque, les conséquences de telles procédures, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur son état consolidé du résultat net.

14 Événements postérieurs à la date de clôture

Le 22 juillet 2022, la banque a déclaré, pour le troisième trimestre de 2022, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation, dividendes qui seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 septembre 2022 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 septembre 2022.

Le 22 juillet 2022, la banque a également déclaré un deuxième dividende intermédiaire de 90 M\$ sur ses actions ordinaires relativement à l'exercice se terminant le 31 décembre 2022. Ces dividendes seront versés au plus tard le 30 septembre 2022 à l'actionnaire inscrit le 22 juillet 2022.

Puisque les dividendes sur les actions privilégiées pour le troisième trimestre de 2022 et le deuxième dividende intermédiaire sur les actions ordinaires pour 2022 ont été déclarés après le 30 juin 2022, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan de la banque.

Il n'y a eu aucun autre événement important après la date de clôture qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 30 juin 2022.

Le 22 juillet 2022, le conseil d'administration a approuvé ces comptes et leur publication.

Renseignements à l'intention des actionnaires

ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX

Vancouver

Banque HSBC Canada
885, West Georgia Street, bureau 300
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Tél. : 604-685-1000

Toronto

Banque HSBC Canada
16, York Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 0E6

Demandes des médias

Anglais :
416-868-3878
647-880-5406
416-673-6997
Français :
647-880-5406
416-673-6997

Site Web

www.hsbc.ca

Réseaux sociaux

Twitter : @HSBC_CA
Facebook : @HSBCCanada
YouTube : HSBC Canada
Instagram : @hsbc_ca

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour toute autre demande de renseignements, il y a lieu de s'adresser au service des relations avec les investisseurs, par écrit :

Banque HSBC Canada
Service des relations avec les investisseurs –
Service des finances
885, West Georgia Street, bureau 300
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Courriel : investor_relations@hsbc.ca

Autres ressources HSBC

Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée

1 (888) 390-3333

Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 830-8888
www.hsbc.ca/funds

Gestion privée de placement HSBC (Canada) Inc.

1 (844) 756-7783

Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 760-1180

Pour de plus amples renseignements ou pour connaître l'emplacement de la succursale bancaire de la Banque HSBC Canada la plus près de chez vous, composez le numéro sans frais 1-888-310-4722 ou visitez notre site Internet à l'adresse www.hsbc.ca

Banque HSBC Canada

885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Téléphone: 604-685-1000
www.hsbc.ca